



UNIVERSITE DE TOAMASINA
FACULTE DE DROIT, DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION
DEPARTEMENT D'ECONOMIE
🌀🌀🌀 * 🌀🌀🌀

MEMOIRE DE MAITRISE ES SCIENCES ECONOMIQUES

**ANALYSE ET PERSPECTIVES DE
DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE
RURALE DE PORT-BERGE II**

Présenté et soutenu par :

DIMISY Briand Théophile

Promotion : 2007 - 2008

Sous la direction de :

Monsieur LEMIARY,
Enseignant – Chercheur
à l'Université de Toamasina
Encadreur pédagogique

Monsieur Jania RAVELONARIVO,
Ingénieur agronome de l'Etat
à Port-Bergé
Encadreur professionnel

Date de soutenance : 03 Mars 2010



UNIVERSITE DE TOAMASINA
FACULTE DE DROIT, DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION
DEPARTEMENT D'ECONOMIE
🌿 🌿 🌿

MEMOIRE DE MAITRISE ES SCIENCES ECONOMIQUES

**ANALYSE ET PERSPECTIVES DE
DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE
RURALE DE PORT-BERGE II**

Présenté et soutenu par :

DIMISY Briand Théophile

Promotion : 2007 - 2008

Sous la direction de :

Monsieur LEMIARY,
Enseignant – Chercheur
à l'Université de Toamasina
Encadreur pédagogique

Monsieur Jania RAVELONARIVO,
Ingénieur agronome de l'Etat
à Port-Bergé
Encadreur professionnel

Année 2009

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

INTRODUCTION 7

PREMIERE PARTIE: GENERALITES SUR LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II

CHAPITRE I : APPROCHE MONOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'ÉTUDE.....10

SECTION I : SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE 10

SECTION II : IDENTIFICATION DES RESSOURCES DE LA COMMUNE 15

CHAPITRE II : HISTORIQUE ET PORTÉE DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II.....28

SECTION I : HISTORIQUE DU PEUPLEMENT DE PORT-BERGE II 28

SECTION II : ACTION DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LA ZONE DE PORT-BERGE II 29

CHAPITRE III : EXPÉRIENCE EN COURS37

SECTION I : AKAM (Agence Aga Khan pour la Micro finance)..... 37

SECTION II : CECAM (Caisse d'Épargne et de Crédit d'Agricole Mutuel)..... 40

DEUXIEME PARTIE: LES ATOUTS ET QUELQUES MESURES DE DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II

CHAPITRE I : OPPORTUNITE ECONOMIQUE ET CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II49

SECTION I : L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE 49

SECTION II : INCOMPATIBILITE ENTRE POTENTIALITES ET DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTRICES 51

CHAPITRE II : ESSAI DE SYNTHESE ET QUELQUES PROPOSITIONS DE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT RURAL POUR LA COMMUNE55

SECTION I : CAUSES DU SOUS-DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE PORT- BERGE II 55

SECTION II : LES STRATEGIES ENVISAGEES POUR FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II 61

CHAPITRE III : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT67

SECTION I : MESURES SOCIALES ET CULTURELLES 67

SECTION II : INTERVENTION DES ORGANISMES PRIVES 69

CONCLUSION 73

BIBLIOGRAPHIE 75

ANNEXES..... 77

LISTE DES TABLEAUX, DES FIGURES ET DES PHOTOS 87

TABLE DES MATIERES 89

REMERCIEMENTS

Nous tenons à adresser nos sincères remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, nous ont aidés à la réalisation de ce travail, notamment :

Nous tenons précisément à témoigner notre profonde reconnaissance à l'Université de Toamasina, qui, a assuré non seulement notre formation académique, mais elle nous a aussi aidés à devenir un homme digne et respecté.

Nous voudrions sincèrement exprimer nos vives reconnaissances à tous les enseignants dans la faculté de Droit, des Sciences Economiques et de Gestion qui ont parfaitement assuré notre formation. Nous pensons particulièrement à Monsieur LEMIARY, notre encadreur enseignant qui nous a aimablement fait part de ses remarques et suggestions.

Nous n'omettrons pas de souligner l'aide précise et l'expérience inestimable de notre encadreur professionnelle, Monsieur Jania RAVELONARIVO, Ingénieur Agronomie de l'Etat.

Nous tenons à présenter nos vifs remerciements à tous les personnels de la Commune Rurale de Port-Bergé II, particulièrement à Monsieur Clovis ANDRIAMIHAJA, Adjoint Maire de la Commune Rurale de Port-Bergé II qui nous a bien accueilli lors de nos recherches documentaires enrichissant notre travail.

Nous voudrions présenter nos remerciements les plus profondes et sincères à nos parents, notre famille qui nous a soutenu financièrement et moralement tout au long de nos études.

Finalement, nous tenons à remercier ceux qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce travail.

Merci mille fois à tous !

DIMISY Briand Théophile

LISTE DES ABREVIATIONS, DES SIGLES ET ACRONYMES

AVION	: Appareil Volant Imitant l'Oiseau Naturel
AKAM	: Agence Aga Khan pour la Micro-finance
AFD	: Agence Française de Développement
ACDI	: Agence Canadienne de Développement International
AKADN	: Aga Khan Development Network
AFD	: Agence Française de Développement
BCG	: Bacille de Calmette et Guérin
BIT	: Bureau International du Travail
BTM	: Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra
BOA	: Bank Of Africa
CSB	: Centre de Santé de Base
CR	: Commune Rurale
CEG	: Collège d'Enseignement Général
CISCO	: Circonscription Scolaire
CECAM	: Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel
CS	: Comités de Section
CA	: Conseil d'Administration
CC	: Comités de Contrôles
DSRP	: Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
DIRESEB	: Direction Régionale de l'Education Secondaire et de l'Education de Base
D.G	: Directeur Général
EE	: Equipes Elues
EPP	: Ecole Primaire Publique
EBRD	: The European Bank for Reconstruction
ET	: Equipes Techniques
FMO	: Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden. N.V.
FERT	: Formation Renouveau de la Terre
FOFIFA	: Foiben'ny Fikarakarana momba ny Fambolena
FED	: Fond Européen pour le Développement

FAO	: Food and Agriculture Organization
FER	: Fond d'Entretiens Routiers
FID	: Fond d'Intervention pour le Développement
GTZ	: Gesellschaft für Technize Zusammenarbeit
HASYMA	: Hasy Malagasy
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
ICAR	: Internationale de Crédit Agricole et Rural
IMF	: Institution de Micro-Finance
IDA	: International Development Association
JIRAMA	: Jiro sy Rano Malagasy
KfW	: Kreditanstalts für Wiederaufban
KMP	: Komity Mpitantana
KMM	: Komity Mpanaramaso
MAP	: Madagascar Action Plan
MISFA	: The Microfinance Investiment Support Facility for Afghanistan
OFMATA	: Office Malgache du Tabac
ODAI	: Opération de Développement Agricole Intégré
PCD	: Plan Communale de Développement
PHAGECOM	: Pharmacie à Gestion Communale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PMMO	: Projet Maïs du Moyen Ouest
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RN	: Route Nationale
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
SEEP	: The Small Enterprise Education and Promotion Net
SEECALINE	: Projet de Surveillance et d'Education des Ecoles et des Communautés en matière d'Amélioration et de Nutrition Elargie
TV	: Television
USAID	: The United States Agency for International Development
USDA	: The United States Department of Agriculture
URCECAM	: Union Régionale de CEECAM
UNICECAM	: Union Interrégionale des CECAM

INTRODUCTION

Le monde a basculé dans le III^{ème} millénaire. Ce monde a besoin de Techniques, d'actions, de stratégies,...pour nous emmener vers le développement et en particulier pour rehausser le niveau de vie des malgaches.

Depuis 1999, l'Etat avait mis en place le PSDR et puis il a été remplacé par le MAP à partir de 2003. Ces projets politiques étaient et sont sensés mener le pays vers le développement rapide et durable, un slogan de la III^{ème} République malgache.

Le MAP est un programme mis en place par l'Etat dans le but de rehausser le niveau de vie des malgaches à partir des richesses du pays.

Parmi ces objectifs, l'Etat manifeste sa volonté d'éradiquer les maladies les plus fréquentes et de lutter contre l'analphabétisme pour offrir un avenir radieux à Madagascar.

Dans cette lutte contre les maladies, il privilégie l'amélioration de la nutrition en prenant soin de la santé de la mère et de la l'enfant et en proposant de nouvelles techniques agricoles.

Ceux-là nous obligent de savoir et de connaître que Madagascar se trouve dans une très lourde tâche.

De cette raison, la population malgache, l'Etat, les chercheurs économiques, les élites se sont navigué dans des différentes sortes des questions ; à savoir :

- ✓ Comment éradiquer la pauvreté en Afrique, y compris à Madagascar ?
- ✓ Quels sont les supports de développement à Madagascar ?
- ✓ Comment mettre en place une politique anti-corruption plus cohérent et plus efficace ?
- ✓ Comment sortir de l'instabilité politique ?

Chacun a sa proposition de répondre ces interrogations. Face à l'opportunité agricole que nous avons possédée, Madagascar envisage à une carrière de lutter contre les mouvements articulatifs économiques, causés par l'embarras entre la technique moderne et celle de technique traditionnelle.

Car ces deux techniques ne seront jamais trouver une attente entre eux. Cependant, il y a plein d'obstacles qui modèrent et même voire empêcher le développement de l'agriculture que ne nous pouvons pas faire semblant de ne pas savoir. Mais la balance commerciale de nos certaines options agricole nous indique que le secteur agricole nous donne une possibilité d'accentuer le niveau de développement de Madagascar, particulièrement la ligne vers une meilleure autoconsommation. Ce qui signifie que, le développement de Madagascar devra passer par le développement rural.

C'est une des raisons pour laquelle nous avons choisi comme thème de notre recherche : « **ANALYSE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II** ».

A partir des années 80, à cause des crises politiques cycliques, l'insécurité rurale et l'accrue de la pauvreté généralisée, les sociétés malgaches y compris les sociétés rurales ont vu leur structure sociale moins stable.

Malgré l'instabilité, le secteur agricole reste toujours un meilleur secteur économique et une meilleure source de devises.

Nous savons bien que, les communes rurales Malgaches ont dépourvu de la capacité administrative, ni de la capacité économique nécessaire pour une extension de l'économie agricole; donc dans ce cas, il est nécessaire et voir même indispensable d'analyser les moyens sur le développement rapide et durable de ces zones en questions et puis va toucher dans toute l'île malgaches.

Donc à ce point, nous allons tenter de présenter en première partie les généralités sur la commune rurale et en second lieu, les mesures pour lutter contre la dégradation nutritionnelle.

L'idée de faire développer le monde rural est encore vraiment inquiétant ici à Madagascar et cela est appuyer par l'économiste Marcel RUDLOFF dans son ouvrage intitulé l'Economie politique du Tiers Monde : « *Il y a cent cinquante ans, les traités de l'économie politique européens mentionnaient encore la terre est le premier facteur de la production. Aujourd'hui, après le triomphe de l'industrialisation, l'agriculture dévient progressivement une branche de l'industrie. L'on est encore loin d'une telle situation dans les pays du Tiers-Monde* ».

Il souligne clairement aussi que : « *L'agriculture est incontestablement la base du développement économique* ». C'est pour cela que la politique gouvernementale a priorisé la révolution verte dans son programme d'action, c'est-à-dire dans le MAP (Madagascar Action Plan) :

- L'augmentation du PIB d'un pays est l'effet de la croissance des produits agricoles,
- Grâce à l'agriculture qu'on peut trouver des débouchés,
- Les produits agricoles exportés nous donnent la balance de paiement excédentaire dans le premier temps du développement, donc ils sont nos sources des devises,
- En fin, les surplus agricoles génèrent les épargnes d'après le cours en première année économique dans le Fait et Pensée.

PARTIE I

GENERALITES SUR LA COMMUNE RURALE

DE PORT-BERGE II

La commune rurale de, Port-Bergé II est une des communes rurales dans le District de Port-Bergé, Région Sofia, ex-province de Mahajanga. Elle a une superficie de 92 km². C'est une zone assez-peuplée, car la densité moyenne est de 68,88 habitants/Km². La population autochtone dominante est le « TSIMIHETY » La Commune Rurale de Port-Bergé II est une zone à vocation agropastorale.

CHAPITRE I : APPROCHE MONOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'ÉTUDE

Photo 1 : La mairie de la commune de Port-Bergé II



Source : Auteur, Août 2009

La commune rurale de Port Bergé est un ensemble de petits « Fokontany » qui entourent la Ville de Port Bergé, dans la région SOFIA, ex-province de MAJUNGA. Elle est composée de 12 Fokontany et de 21 villages.

SECTION I : SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE

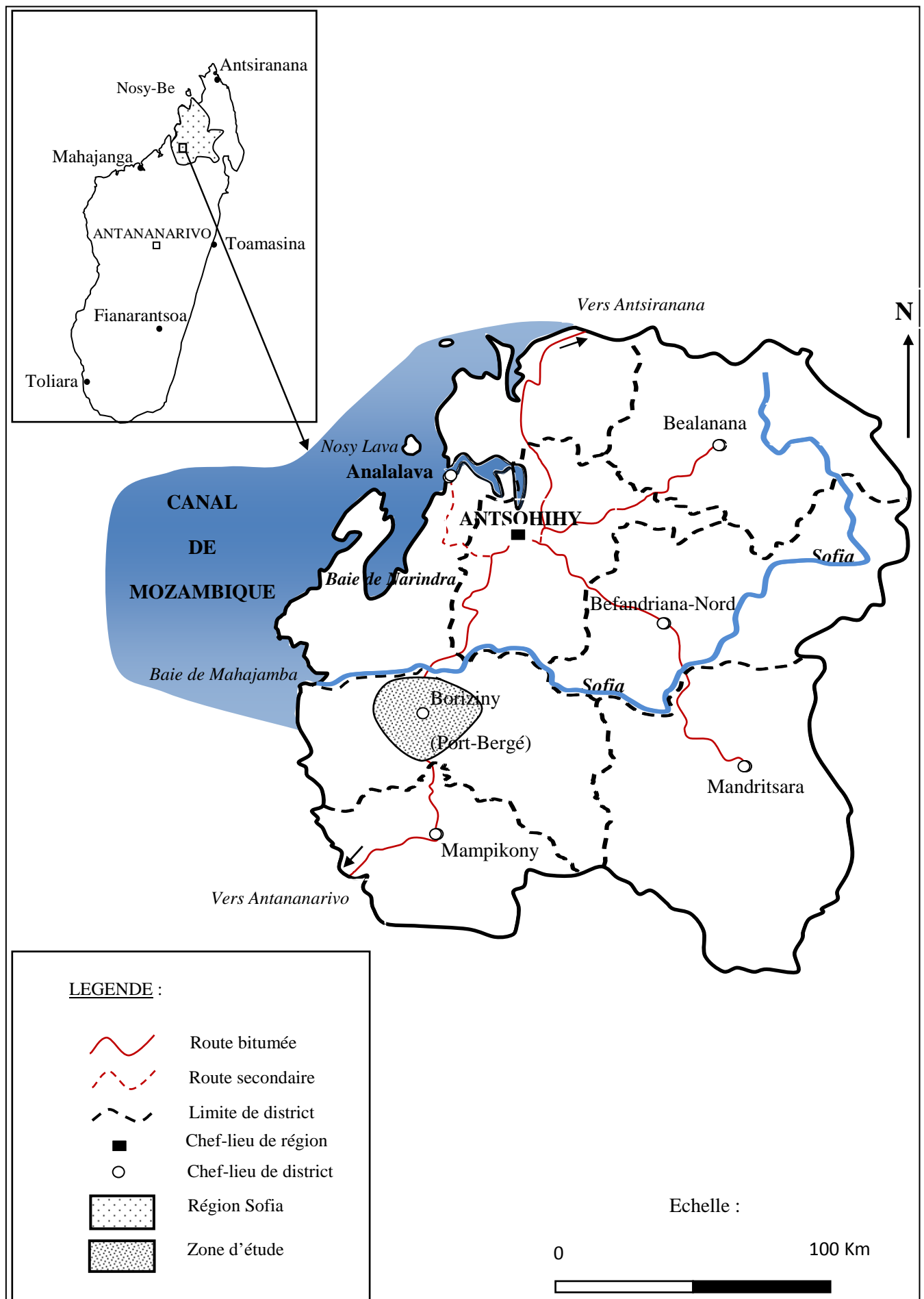
§.1. LA DÉLIMITATION GÉOGRAPHIQUE :

La commune rurale de Port Bergé II a une forme d'ovale qui s'allonge du Sud au Nord.

Elle est délimitée :

- Au Sud, par la commune rurale d'Antsarahasina
- A l'Est, par le fleuve de Bemarivo
- Au Nord, par l'affluent de Bemarivo et de SOFIA
- Et à l'Ouest, elle est délimitée par la montagne de Bongolava de la commune rurale d'Antsiningia.

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude



Source : FERT Novembre 1997

Tableau n° I: Liste des Fokontany et nombre de la population de la commune.

Fokontany	Nombre de la population	Superficie en Km²	Distance par rapport au chef-lieu de commune en Km
AMPOBITIKA	600	6	7
ANTANANKOVA	550	4	5
BORIZINY AMBANY	612	8	5
BESATRAMIRINA	607	12	6,5
ANTSINJORANO	639	10	9
AMBOVOMAMY	410	4	20
ANAHIDRANO	521	9	11
ANJAMAGNERA	310	6	8
ANDRIMBAVONTSONA	508	8	3
AMPOBE AGNAVA	550	9	7
AMPOBE AGNANDRAY	610	10	6,5
AMBALAVARY	420	6	10
TOTAL	6 337	92	

Source : Enquête au niveau du Fokontany d'après le dégât cyclonique GAFILO en 2004 par la commune.

§-2. LE CLIMAT :

A- SAISON :

La commune rurale de Port Bergé II a des atouts climatiques, car elle a quatre (4) saisons bien distinctes à savoir:

- La saison chaude et pluvieuse appelée « ASARA »,
- La saison fraîche et sèche appelée « FARARANO »,
- La saison chaude et sèche appelée « MAINTANY »,
- La saison chaude et peu humide appelée « LOHATAONA »

C'est une zone semi-humide car elle connaît une forte pluie, seulement entre le mois de Janvier et le mois de Mars. Le tableau ci-après nous montre avec précision les périodes au cours desquelles ces quatre (4) saisons se subdivisent au cours de l'année.

Tableau n° II : Précipitations intermittentes

Saisons	Période de passage	Durée (en mois)	Observations
ASARA	Janvier-Mars	03	Il y a forte inondation des rizières, des « baiboho », érosion des tanety et en fin, c'est la période de la riziculture
FARARANO	Avril-Juillet	04	Poussée des jeunes plantes dans les « baiboho » ou alluvions
MAINTANY	Août-Octobre	03	Période de la récolte et de la déperdition des feuilles des arbres
LOHATAONA	Novembre-Décembre	02	C'est le repos total des alluvions et des rizières

Source : La société AGAKHAN dans la branche d'Agriculture en 2008

Ces quatre saisons bien distinctes sont favorables pour le secteur agricole de cette zone. En résumé, la commune rurale de Port Bergé II est riche en agriculture.

B- LA TEMPÉRATURE :

La zone est généralement chaude, par ce que la température de la journée varie de 20°C à 39°C au cours de l'année. Elle atteint le seuil maximum de 40°C au début du mois de Décembre, et le minimum de 18°C au mois de Juin, d'après les renseignements que nous avons collectés auprès du médecin nommé Sylvain (Docteur diplômé d'Etat qui travail au CSB Port Bergé I) et au service pharmaceutique » FANAVOTANA.

§.3. LA MORPHOLOGIE DU SOL :

La commune rurale de Port Bergé II se subdivise en trois (3) types de relief :

- Le plateau, dans la partie Ouest, aux Fokontany d'Amboromamy, d'Anjamagnera, d'Ambalavary, d'Ampobe Agnandray et Ampobe Agnava.
- Le relief montagneux, dans la partie Sud, qui est une partie de tanety de Bongolava d'Antsinigia.
- La plaine d'alluvion, le fleuve de Bemarivo a laissé une grande surface d'alluvions qui commence au fokontany d'Ampobitika dans la partie Sud-Est de la commune jusqu'au fokontany Anahidrano dans la partie Nord-Est.

La plaine alluviale de Bemarivo est une plaine très fertile, elle est donc favorable à l'agriculture, tandis que dans la partie Sud et Ouest, il y a une forte érosion, car la couverture végétale est en dégradation à cause de la fabrication de charbons de bois, et la pratique du tavy.

§.4. HYDROGRAPHIE :

La commune rurale de Port-Bergé II renferme un (1) fleuve, deux (2) rivières et trois lacs.

- Au Nord, le fleuve SOFIA et le lac de « MATSABORY LAVA ».
- A l'Est, la rivière de « BEMARIVO » ;
- A l'Ouest, la rivière d'AMBOAHANGY ». Celle-ci est utilisée par la société JIRAMA comme source d'alimentation en eau et en électricité dans la commune urbaine de Port-Bergé I.
- Au centre, il y a le lac de MANAMBINA et le lac d'AMPAKOBÉ.

Il faut souligner que le lac MANAMBINA et de MATSABORY LAVA sont des sources de poissons d'eau douce vendues sur les marchés locaux.

Le tableau ci-dessous retrace d'une manière plus claire les caractéristiques de ces fleuves, ces rivières et ces lacs.

Tableau n° III: Catégorisation des cours d'eau de la commune rurale de Port-Bergé II

Dénomination	Catégorie	Localisation	Type
SOFIA	Fleuve	Nord	permanent
BEMARIVO	Rivière	Est	permanente
AMBOAHANGY	Rivière	Ouest	permanente
MATSABORY LAVA	Lac	Nord	permanent
MANAMBINA	Lac	Centre	permanent
AMPAKOBÉ	Lac	Centre	permanent

Source : Service Eau et Forêt de Port-Bergé I, Décembre 2008.

SECTION II : IDENTIFICATION DES RESSOURCES DE LA COMMUNE

§.1. LA POPULATION :

A- LA STRUCTURE DE LA POPULATION :

La commune rurale de Port-Bergé II a une superficie de 92km² avec une population de 6 337 habitants, donnant une densité moyenne de 68, 88 habitants/km². La population autochtone dominante est le « TSIMIHETY », ce sont des cultivateurs et des éleveurs. Viennent ensuite les autres ethnies natives des autres régions de l'île.

Tableau n° IV : Structure de la population

Population	Age	Pourcentage (%)
Enfant	-17ans	48, 45
Jeune	18-60ans	45, 17
Personnes âgées	+60ans	6, 38

Source : Enquête effectuée par les Membres Anti-SIDA de Port-Bergé I en 2005.

D'après nos recherches au près des membres Anti-SIDA, la population de la commune rurale de Port-Bergé II est une population jeune, car les jeunes de 15 à 20 ans représentent 49,9% de la population.

La population active, c'est -à-dire 18 à 60 ans est de 45,17% de la population assurant ainsi la survie du reste. Tandis que les personnes âgées de plus de 60 ans ne représentent que 6,38% de la population.

B- LA REPRESENTATION PAR SEXE DE LA POPULATION :

Pour les 6 337 habitants de la commune, 3 047 sont de sexe masculin et 3 290 sont de sexe féminin, donnant un pourcentage respectif de 48, 08% et de 51, 92%. En fait, l'effectif de la population féminine dépasse légèrement celui de la population masculine.

Pour aller plus loin, on va préciser dans le tableau ci-après les pourcentages de répartition par sexe par catégorie d'âge de la population.

Tableau n° V : Pourcentage de la répartition par sexe par catégorie d'âge de la population

Age	[0, 5[[5, 10[[10, 18[[18, 60[[60, + [TOTAL
Sexe masculin	7, 11%	11, 60%	14, 72%	10, 06%	4, 59%	48, 08%
Sexe féminin	8, 51%	12, 30%	14, 49%	11, 20%	5, 42%	51, 92%
TOTAL	15, 62%	23, 90%	29, 21%	21, 26%	10, 01%	100, 00%

Source : Etude monographique de la commune rurale de Port-Bergé II en 2007.

D'après nos études, la population de 15 à 60 ans est très productive, elle représente la part la plus importante de la population.

Ensuite, le pourcentage 10, 01% des personnes âgées est une entrave au développement, car ils sont parmi les charges de la population active.

Enfin, les enfants scolarisables représentent 23, 90% de la population, cela constitue une opportunité pour se développer, parce que d'ici quelques années, le niveau d'instruction va augmenter.

§.2. LES RESSOURCES SOCIALES ET CULTURELLES :

A- EDUCATION :

Il existe 11 Ecoles Primaires Publiques (EPP) reparties à travers la commune et il n'y a pas de Collège d'Enseignement Général (CEG), ni Lycée.

D'après nos recherches, auprès du DIRESEB d'Antsohihy, le taux d'alphabétisation de Port-Bergé II est de 48, 90% en 2007.

Le tableau ci-après nous retrace d'une manière claire le pourcentage du niveau d'instruction de la population de Port-Bergé II.

Tableau n° VI : Niveau d'instruction de la population dans la commune rurale de Port-Bergé II

Niveau d'instruction (en%)			
Aucun niveau	Niveau primaire	Niveau secondaire	Niveau supérieur
37,80	48, 90	13, 30	0, 50

Source : DIRESEB à Antsohihy en 2007.

Parmi les élèves qui fréquentent l'école primaire, 0, 50% seulement accède à l'Université. Tout cela explique qu'on doit faire encore beaucoup d'effort pour augmenter ce niveau d'instruction.

Les 30% des jeunes scolarisés abandonnent le chemin de l'école à cause de la distance et la difficulté de déplacement entre les fokontany et la ville de Port-Bergé I, exceptionnellement durant l'été.

Le tableau suivant nous indique de cette situation.

Tableau n° VII : Tableau synthétique de l'enseignement de la commune rurale de Port-Bergé II

Fokontany	EPP	Instituteurs	Elèves	Ratio Elève/maître	Réussite en CEPE
AMPOBITIKA	01	03	117	39, 00	5
ANTANANKOVA	01	02	98	49, 00	4
BORIZINY AMBANY	01	02	125	62, 50	10
BESATRAMIRINA	02	03	179	59, 66	5
ANTSINJORANO	01	01	60	60	2
AMBOVOMAMY	01	02	88	44	5
ANAHIDRANO	01	02	96	48	4
ANDRIMBAVONTSONA	01	02	130	65	8
AMPOBE AGNAVA	01	02	104	52	6
AMPOBE AGNANDRAY	01	02	113	56, 5	7
AMBALAVARY	01	02	160	80	11
TOTAL	12	23	1 270	55, 22	67

Source : CISCO Port-Bergé I Décembre 2007.

Nous avons constaté que le ratio élève par maître moyen est de 55, 22 ; cette situation est due à l'insuffisance et à l'absentéisme des membres du personnel enseignant, c'est-à-dire les enseignants qui sont affectés au Fokontany effectuent seulement leur prise de service et partent par la suite, en ville.

La plupart du temps, les classes fonctionnent en classes multigrades, ce qui signifie, un instituteur assure deux ou trois classes, et même toutes les classes primaires.

Mais il faut signaler que, actuellement, les parents des élèves font des efforts pour embaucher des suppléants (Mpanampy), par an en les rémunérant, ou en leur offrant des « dabam-bary », d'où on les appelle les « RAMOSE DABA » dans la localité.

B- LA SANTE :

La commune rurale de Port-Bergé II n'a qu'un seul Centre de Santé de Base II (CSB II), qui est implanté dans le fokontany d'Anahidrano. Mais, ce CSB II ne permet pas de couvrir suffisamment les besoins de la population de la commune rurale de Port-Bergé II. En effet, ils sont obligés de partir au CSB I de la ville de Port-Bergé I.

Nous possédons des chiffres, concernant les principales maladies pathologiques qui frappent la population de la commune rurale de Port-Bergé II au CSB I de Port-Bergé I en 2008 : ce sont le paludisme, la Bilharziose, les maladies diarrhéiques et enfin l'Infection Sexuellement Transmissible (IST).

Le tableau ci-dessous nous explique plus précisément les détails des effectifs des différentes maladies existantes.

Tableau n° VIII : Cas des principales maladies pathologiques en 2008

Age Maladies	0-11 mois	1-4 ans	5 ans et plus	TOTAL
Paludisme	145	109	78	332
Bilharziose	30	52	136	218
Les maladies diarrhéiques	60	70	47	185
IST	-	-	132	132
TOTAL	243	231	393	867

Source : CSB I de Port-Bergé I en 2008.

D'après nos enquêtes, le taux de ces différentes maladies (paludisme, bilharziose, diarrhée) augmente surtout pendant l'été, c'est-à-dire entre le mois de Janvier et le mois de Mars, car l'eau sale se reprend presque partout.

Tandis que le taux d'IST augmente après la fête de Noël et de fin d'année.

Quant à la vaccination, les données montrent que le taux de couverture du vaccin BCG (Bacille de Calmette et Guérin) est de 49, 90% en 2005, et celui de la POLIO est de 34, 70%.

La pratique agricole et la pêche constituent les bases de l'économie dans la zone d'étude. L'élevage et les activités artisanales sont élémentaires. Quant aux activités touristiques, elles sont encore peu développées.

§.3. L'AGRICULTURE :

Plus de 90% de la population de Port-Bergé II pratique l'agriculture comme moyen de subsistance et de source de revenu.

Divers types d'agricultures sont pratiquées : les cultures vivrières, les cultures industrielles et les cultures fruitières.

A- LES CULTURES VIVRIERES :

Les cultures vivrières sont pratiquées par la totalité de la masse paysanne pour assurer leur survie. Ce type de culture est marqué par la prédominance de la riziculture. Cependant, il y a d'autres types de cultures vivrières non négligeables comme le manioc, la patate douce et presque toute sorte de céréales comme les haricots, le « lojy », le « tsiasisa », le « voantsirôko », l'arachide et le maïs.

a) La riziculture :

Le riz est la nourriture de base des populations autochtones. Il est cultivé dans toute surface cultivable, car les rizières sont assez abondantes dans tous les villages. La culture pluviale du riz existe dans la partie Sud et Ouest de la commune, dans les zones de basses collines, tandis que la culture non pluviale nommée « Ketsa manara-drano » se situe dans la partie Est et la partie Nord.

a.1. Les méthodes culturales :

Nous avons dit que, les méthodes culturales varient selon les terroirs rizicoles :

- La première forme du système d'exploitation du terroir rizicole c'est la pratique de la riziculture irriguée. Les captages des eaux de ruissellement et des cours d'eaux constituent les sources d'irrigation, en construisant des barrages hydro-agricoles et des canaux d'irrigation. Ces pratiques se rencontrent surtout dans la partie Sud et Ouest de la commune ;
- Quant à la deuxième méthode, elle consiste à utiliser les bas-fonds à eau permanente; ils existent surtout dans la partie Est et la partie Nord de la commune. Ce type d'exploitation se rencontre dans les cuvettes de débordement sur les bordures des lacs ;
- Et enfin, la culture sur brûlis (Tavy). C'est une culture pluviale qui est caractérisée par le semis direct des semences, c'est une méthode traditionnelle.

a.2. Les calendriers culturaux :

Les surfaces disponibles à cultiver sont dépendantes de la saison climatique. Cette saison culturale se répartit en trois modes bien distincts :

❖ Le « vary asara » est le riz de la première saison. La pratique de cette culture de la première saison est la plus rependue dans toutes les plaines rizicoles. Les travaux de rizicoles se déroulent du mois de Janvier à la fin de Mars ; ils commencent par la préparation de la pépinière qui s'appelle « rarabary » ; ensuite, les riziculteurs préparent les parcelles réservées aux repiquages des jeunes plantes. Quelquefois, les paysans préparent leurs rizières en utilisant la charrue ou par le piétinage des zébus avant le repiquage.

❖ Le « vary fararano » correspond à la riziculture de deuxième saison ; il commence au mois de Mars et se termine à la fin du mois d'Avril. Durant cette saison, le repiquage est obligatoire et la récolte s'effectue à la fin du mois de Mai, jusqu'au mois de Septembre, cela dépend des semis.

❖ Le « vary tomboka » ou « vary an-tanety » est une culture sur brûlis. Il est effectué en abattant les arbres et se pratique de la fin du mois de Décembre à la fin du mois de Février qui se caractérise par l'abondance des pluies.

a.3. Les variétés de semences :

Les semences présentent de nombreuses variétés, et le choix des variétés cultivées est dicté par l'expérience des paysans, par la tradition, et surtout par les caractères hydrauliques de la rizière.

Le cycle végétatif du riz varie de deux et demi à quatre mois. Il faut remarquer que le cycle le plus long donne un meilleur rendement que le plus court.

a.4. Le mode de faire-valoir :

Il y a deux modes de faire valoir (2) :

➤ Le mode de faire valoir direct :

Dans ce cas, c'est le propriétaire lui-même qui exploite son terrain, recueille le profit, mais subit seul la perte de son exploitation en cas d'échec.

Ce mode est le plus pratiqué dans la commune, car environ 90% de la population paysanne qui pratique ce mode. Cette situation s'explique par le fait que la majorité paysannes ne possèdent que des terroirs rizicoles réduits et exploitent eux-mêmes leur parcelle.

➤ Le mode de faire valoir indirect :

Dans ce domaine, on parle de location, car l'exploitation des terres est effectuée par une personne autre que le propriétaire.

Ce mode est peu pratiqué par la population de la commune, car il représente seulement 10% de la population. Il se présente sous deux formes : le fermage et le métayage.

- Le Fermage :

Le fermage se définit comme un contrat entre les propriétaires terriens et un locataire; ce dernier loue la terre qu'il exploite, moyennant une redevance fixe qu'il paye chaque année.

- **Le métayage :**

C'est une forme d'exploitation où les exploitants sont tenus de partager la récolte avec le propriétaire terrien en 2 parts égales. L'exploitant paye en nature ou en espèce une redevance proportionnelle à l'importance de la récolte. C'est un mode connu sous le nom de « misasaka » ou 1/3 pour le propriétaire et 2/3 pour le locataire, c'est la division légale.

Actuellement, les propriétaires terriens préfèrent la pratique du fermage, car certains métayers sont de mauvaises foi.

b) La patate douce :

C'est une plante herbacée vivace rampante, elle est cultivée par le marcottage. Elle a un cycle court de 3 à 4 mois. Ce sont les ethnies immigrantes appelées « Tandroy » qui pratique généralement ces types de cultures.

c) Le manioc :

C'est une plante exotique, dont la racine fournit une fécule avec laquelle on fait le tapioca. Les cultivateurs de manioc sont surtout les TSIMIHETY et les TANDROY. Le manioc tient une deuxième place dans la culture vivrière, après le riz, dans la commune rurale de Port-Bergé II.

B- LES CULTURES INDUSTRIELLES :

La commune rurale de Port-Bergé II a été connue au niveau national en matière de cultures industrielles qui sont le tabac et le coton.

a) Tabac :

C'est une plante originaire d'Amérique, dont les feuilles se fument ou, parfois, se pressent ou se mâchent. La période de culture se situe au début du mois d'Avril. Auparavant, il était très abondant, mais à l'heure actuelle, à cause de la menace de fermeture de l'OFMATA (Office Malgache de Tabac), la filière tabac est en voie de disparition dans la pratique agricole des paysans.

b) Cotonnier :

C'est une plante herbacée ou arbuste originaire de l'Inde, cultivés généralement dans tous les pays chauds. Dans notre zone d'étude, il a une taille de 0,50 à 1,50 m de hauteur, qui est dépendante de la fertilité du sol, des engrainages et du temps de plantation. Les cotons contiennent aussi des graines qui servent à fabriquer l'huile alimentaire.

Comme le tabac, le cotonnier est une activité dominante pour les paysans de Port-Bergé II, mais face à la fermeture de l'HASIMA (Hasina Malagasy) qui est la société responsable de l'achat, il risque aussi de disparaître.

Remarque : La patate douce, le manioc, les céréales, le tabac, le cotonnier sont cultivées tout au long de la plaine de la rivière de BEMARIVO qui se situe de la côte Sud-Est de Port-Bergé jusqu'au Nord-Est.

C- LES CULTURES FRUITIERES :

a) Le bananier :

C'est une plante robuste et vivace de la famille des musacées; il s'adapte à des sols variés. Le système de plantation se fait par des rejets issus des vieilles plantes.

Il existe de nombreuses variétés : ambaraboaka, fontsihandatra, menaloky, maitso masaka, tsiandraina,.....Les bananes constituent une alimentation non négligeable durant la période de soudure. Il est assez cultivé dans la commune.

b) L'oranger :

C'est une plante cultivée dans la zone, mais à petite échelle. Elle est de la famille des rutacées ; arbre de petite taille, mais ses feuilles sont persistantes. Elle est cultivée dans la zone un peu plus chaude. Elle est très abondante au mois de Juin dans notre zone d'étude.

c) La canne à sucre :

Les cannes à sucres sont cultivées partout autour des villages. Elle est destinée à la consommation familiale, et en particulier à la fabrication des boissons alcooliques comme le « betsabetsa, le Mantseko ».

§.4. LES AUTRES ACTIVITES :

A- L'ELEVAGE :

a) Le cheptel bovin :

L'élevage bovin est l'une des activités des paysans. Les zébus contribuent à la réalisation des travaux agricoles, depuis la préparation de la pépinière jusqu'à la récolte et au transport. Les bœufs tirent les charrues et herses pour la préparation de la rizière. Au moment de la récolte, ils piétinent la paille de riz sur le « banja », pratique qui s'appelle localement « Magnôsy tonta ». Les zébus, en effet, tiennent la première place devant les caprins et la volaille, grâce à son importance sociale. Mais ces bœufs sont encore élevés de manière traditionnelle, or la commune rurale de Port-Bergé II bénéficie d'un milieu naturel, physique, climatique, favorable à l'intensification de l'élevage bovin.

Dans la vie de la population, l'élevage demeure une activité secondaire, peu soignée et sous-exploitée, parce que jusqu'ici, aucune race améliorée n'a été introduite pour optimiser son exploitation.

Dans la commune de Port-Bergé II, les zébus jouent un rôle social très important, avant son rôle économique, car ils constituent un élément de prestige important et une richesse thésaurisée; ils ont une valeur symbolique devant les différents cérémonies

ancestrales comme : le « famadihana », le « rasahariagna », le « tsaboraha », le « tsikafara »,....

Mais il faut signaler que les zébus commencent à entrer dans le circuit commercial dans la commune, car son prix commence à devenir conséquent ; en plus, ils contribuent à l'approvisionnement de la population en lait.

b) Le caprin :

L'élevage caprin est une activité peu développée, par ce qu'il n'existe aucune race améliorée, et son alimentation est précaire. Le caprin est aussi élevé de façon extensive.

c) L'aviculture : poulets, canards, oies et canard de barbarie (dokitra) :

La plupart des ménages en possèdent quelques têtes. Il s'agit surtout d'un petit élevage ; les volailles jouissent d'une certaine liberté, toute la journée, elles cherchent elles-mêmes leurs nourritures (grains, déchets domestiques,...) dans la cour ou dans les champs. Le soir, elles sont enfermées dans le « Rôva ¹ », ou s'installent sur les branches d'arbre les plus proches de la maison.

En général, la vente de ces produits d'élevage se fait occasionnellement, selon les besoins monétaires éventuels (achat de médicaments, fournitures scolaires manquantes,...). Avec des prix non importants, par exemple les poulets de dix mois sont vendus encore à 4 000 Ariary.

¹ : Case de volaille

d) L'apiculture :

Quant à l'apiculture, elle est peu pratiquée dans la commune. Les paysans s'intéressent seulement à la cueillette du miel dans la nature.

B- LA PECHE TRADITIONNELLE :

Etant donné que la commune rurale de Port-Bergé II est située loin de la mer, on n'y pratique que la pêche en eau douce. Cette dernière constitue des revenus non négligeables pour les paysans. Même si elle est pratiquée traditionnellement, la pêche en eau douce pourrait devenir un vrai pôle de développement pour la commune, car le Lac de Matsabory Lava, Manambina et de Matsabory d'Ampakobe sont très riches en produits aquatiques.

Malgré tout, la vente de ce produit rencontre des problèmes tels que la difficulté des moyens de transport et l'inexistence de débouché « extérieur » : les pêcheurs sont obligés de liquider leurs produits aux marchés locaux, et le reste est destiné à la consommation familiale.

C- LOISIRS :

Les paysans n'ont pas beaucoup de loisirs, à part le MORAINGY qui est un combat traditionnel et le TOLON'OMBY. Ses activités sportives se déroulent durant la période de sécheresse (mois de Juin) et se terminent généralement à la moitié du mois de Décembre. Au-delà de cette période, les ruraux ne s'occupent que de l'agriculture et de la pêche.

CHAPITRE II : HISTORIQUE ET PORTÉE DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II

Le présent chapitre nous a montré que la commune rurale de Port-Bergé II dispose d'une potentialité économique assez forte, grâce à son sol, à ses ressources naturelles, à ses activités qui pourraient nous donner un avenir meilleur.

SECTION I : HISTORIQUE DU PEUPLEMENT DE PORT-BERGE II

Pendant la période de la colonisation, un étranger venait fréquemment visiter un petit village. Ce village est situé juste à côté de la rivière de BEMARIVO. Ce visiteur s'appelle BERGE. A chaque fois qu'il vient, il prend la voie aquatique du fleuve SOFIA, et après la rivière de BEMARIVO en vedette. C'est pour cela que ce village est appelé Port de Bergé et après PORT-BERGE. Mais en 1959, un événement inoubliable a frappé ce village, c'était une grande inondation.

Par la suite, les sinistrés étaient déplacés vers l'ouest, et ils ont construit un autre village appelé BELALITRA ; ils ont renommé ce village « PORT-BERGE VAOVAO », alors que l'ancien Port-Bergé a été rebaptisé « PORT-BERGE TALOHA ».

Etant donné la grande distance entre les champs et « PORT-BERGE VAOVAO », les paysans se sont déplacés vers les 4 points cardinaux et ont formé de petits fokontany.

Au Nord, Besatramirina, Antsinjorano,...

Au Sud, Ampobitika, Antanankova,...

A l'Ouest, Ambalavary, Andrimbavontsona,...

Et tous, ces Fokontany ont constitué la commune rurale de Port-Bergé II. Il faut signaler que le Patriote nommé RALAIMONGO Jean était exilé dans le village de PORT-BERGE à l'époque de la colonisation. D'où le nom du marché : Marché de RALAIMONGO à l'époque.

❖ **Les principales communautés :**

La population provient de 2 ethnies :

- **Les Makoa :**

Ils occupent la partie Est et Nord, on les appelle les « tompo-tany ». Les Makoa sont des descendants des « Godromono » et des « Marofelana ». Ils officient durant les cérémonies traditionnelles.

- **Les Antandrona ou Antagnala :**

Ils dominent la partie Sud-Est, ce sont des ethnies qui viennent de Mandritsara pour chercher des fortunes et s'y installer.

- **Les autres communautés :**

En plus de ces 2 ethnies, la commune de Port-Bergé II héberge encore d'autres communautés en nombre minoritaire qui sont : les « Antadroy », les « Sakalava », les « Merina », et les « Betsileo », opérant dans le commerce et l'agriculture vivrière.

SECTION II : ACTION DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LA ZONE DE PORT-BERGE II

Jusqu'à maintenant, les activités de développement dans la zone de Port-Bergé II tournent toujours autour du secteur agricole. Cela est justifié par la domination et la supériorité de l'activité agricole sur les autres activités et exceptionnellement par ses conditions climatiques favorables à l'agriculture et à l'abondance des terres fertiles peu exploitées.

Beaucoup d'investisseurs viennent exploiter ces terres fertiles. Mais à cause de nombreux problèmes, les activités qui ont été commencées, ont dû être arrêtées.

L'objectif principal des activités rurales est de tirer les paysans de la pauvreté pour favoriser le développement du monde rural dans la zone de Port-Bergé II.

« Le développement rural en général est utilisé pour désigner les actions et les initiatives prises pour améliorer le niveau de vie dans la non-urbain, des quartiers, la campagne et à distance des villages. Ces communautés peuvent être illustrées avec un faible ratio d'habitants à l'espace ouvert. »¹.

§.1. L'EPOQUE COLONIALE :

A cette époque, le but ultime des colons était d'introduire et de développer une culture industrielle qui est les cotonniers, les tabacs. Les colons accaparaient les bonnes terres et recrutaient des ouvriers pour exécuter les travaux agricoles, selon les techniques culturelles dictées par eux. C'était la première fois que de nouvelles techniques et de nouveaux matériels mécaniques comme le tracteur, l'AVION, furent introduites à Port-Bergé II dans la branche de l'agriculture.

D'après l'ex chef de canton nommé TOMBOLAHY, les colons avaient créé les champs de cotonniers à Anjinorano en 1905 sur une centaine d'hectares.

L'exploitation cotonnière était florissante jusqu'à l'indépendance avec la société HASYMA.

§.2. APRES L'INDEPENDANCE :

Après l'indépendance en 1960, les colons ont toujours continué à exploiter les cotonnières d'Antsinorano et même d'Antsambalahy qui est un fokontany dans la commune rurale d'Anstarahasina, très proche de la commune rurale de Port-Bergé II.

Mais lorsque certains colons responsables de cette exploitation ont quitté Madagascar en 1970-1972, la production a chuté, beaucoup d'ouvriers ont perdu leur travail. Les paysans étaient alors en difficultés. Face à cette situation, l'Etat Malgache avait créé :

¹ : Site web: « [http:// dictionary. Babylon. Com/Rural-développement](http://dictionary.Babylon.Com/Rural-développement) »

A- L'OFFICE MALGACHE DU TABAC (OFMATA):

La société OFMATA ou Office Malgache du Tabac est une société qui a été créée à Port-Bergé en 1975, pour continuer l'exploitation des terres fertiles mais de aussi de faire en sorte que les Nationaux jouissent des avantages et des bénéfices de l'exploitation.

Grâce à cette société, le district de Port- Bergé était connu à l'échelle Nationale en matière du tabac.

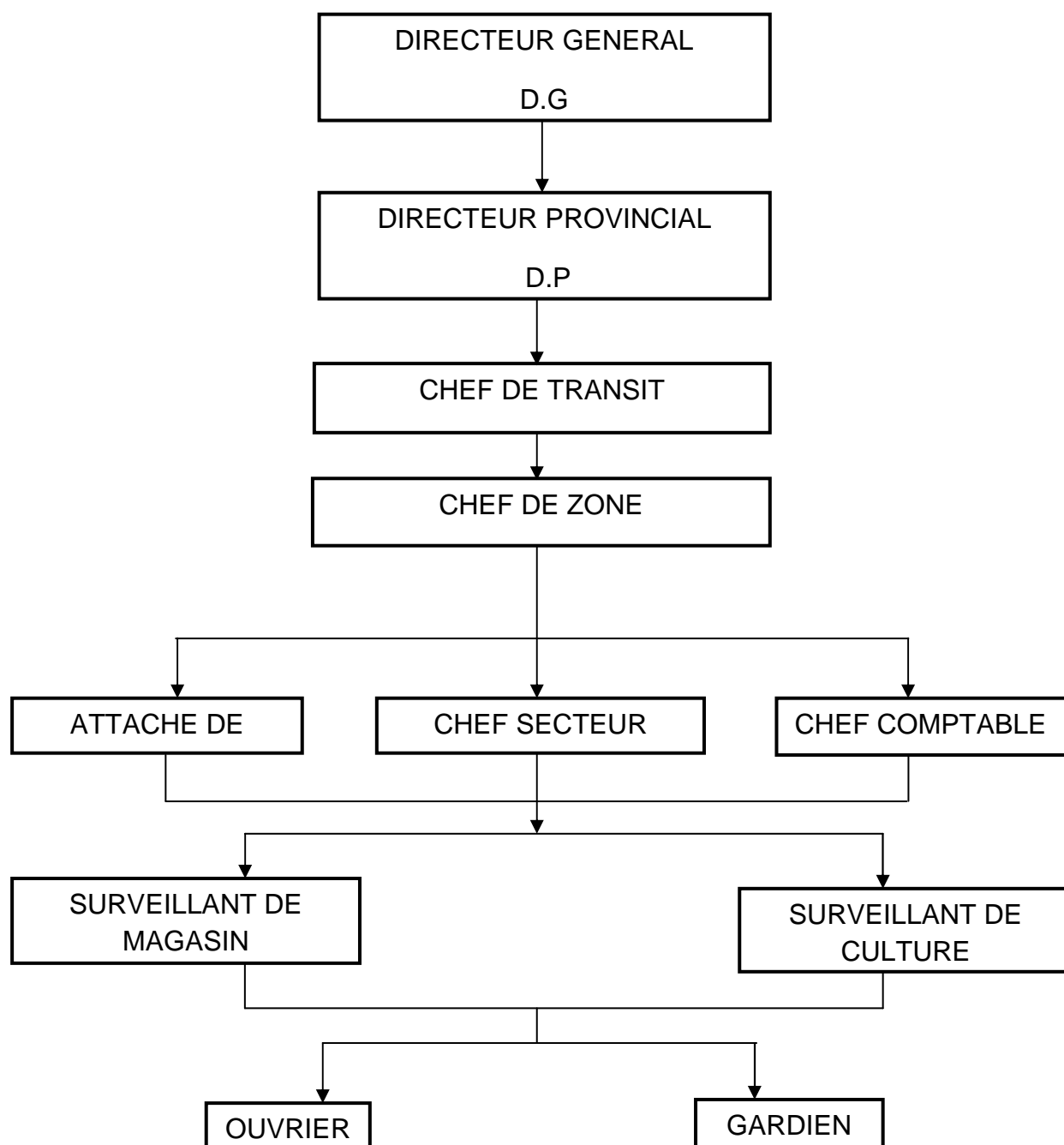
a) Son but :

- Exploiter le tabac,
- Donner les emplois aux peuples cibles,
- Aider les gens pour exploiter les terres fertiles,
- Augmenter le niveau de vie des paysans.

b) Mode d'action :

On donne gratuitement les semences et les insecticides aux paysans membres durant la saison culturale. Enfin, prendre les produits en période de récolte et payer les cultivateurs.

c) L'organigramme et le rôle de quelques organes :



Source : OFMATA PORT-BERGE en 2008

- **Attaché de zone, chef secteur et chef comptable :**

Ils font les rapports au chef de zone à chaque fin du mois.

- **Surveillant de culture :**

Il mène une enquête au niveau des cultivateurs et ensuite procède à l'estimation du tonnage des produits dans une année et le transmet au chef secteur.

- **Surveillant de magasin :**

Il surveille la température et le tonnage du tabac durant la réception de la production à la société.

d) Résultat :

Grâce à la société OFMATA, le niveau de vie des paysans de Port-Bergé II avait évolué. En plus, le district de Port-Bergé était connu à l'échelle Nationale grâce à la filière tabac.

Nous avons quelques rendements du tabac depuis l'année 2002 à 2008 de la commune rurale de Port-Bergé II.

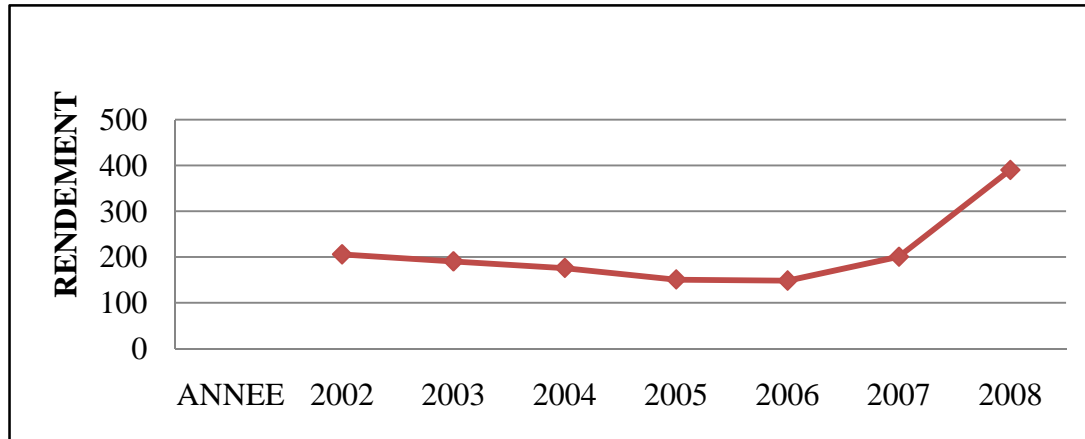
Tableau n° IX : Le rendement de la culture du tabac dans la commune rurale de Port-Bergé II de 2002 à 2008.

ANNEE	RENDEMENT (en tonne)
2002	205, 75
2003	190, 30
2004	175, 80
2005	150, 60
2006	148, 17
2007	200, 50
2008	390, 20

Source : OFMATA de Port-Bergé en 2008

Pour faire apparaître les fluctuations des rendements suivant l'année, on va présenter sous forme de histogramme.

Figure 2: L'évolution du rendement de la culture du tabac



Source : Déduction par le tableau des rendements.

Échelle : En ordonnée : 1cm —————> 100 t
 En abscisse : 2 cm —————> Une année

Commentaire :

De 2002 à 2006, la production ne cesse de chuter. Cela s'explique par le gaspillage effectué par le DG (Directeur Général).

De 2006 à 2007, la production s'améliore, parce que le DG était parti à la retraite.

De 2007 à 2008, elle fait une boume de production qui s'explique par l'augmentation du prix et la rapidité du mode de payement.

Exemple : en 2006, le prix d'un kilogramme de tabac coûtait Ar 700, 00 ; en 2008, le prix d'un kilogramme de tabac était de Ar 1000, 00.

B- OPERATION DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE (ODAI)¹ :

Dans le District de Port-Bergé, il y avait un projet appelé « OPERATION TSARAHASINA ». Cette dernière a été dissoute en 1979 et remplacée par la suite en 1983 par un projet de Promotion de l'entraide dans le domaine du Développement Rural Intégré « Opération de Développement Agricole Intégré (ODAI) ».

L'objectif principal de ce projet est de promouvoir l'amélioration des conditions de vie de la population du District de Port-Bergé, y compris la commune rurale de Port-Bergé II. La modalité de l'exécution du projet fait l'objet d'un protocole d'accord entre le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et celui de la République Malagasy.

Au cours de ces différentes phases d'exécutions, le projet (ODAI) a pu accumuler et capitaliser des acquis en matière de développement dans le district de Port-Bergé.

a) Ses deux premières phases d'intervention (1983-1985,1986-1992) :

Le projet a œuvré essentiellement pour la mise en place des structures de base nécessaires au développement du District de Port-Bergé, suivi des actions d'intensification de l'agriculture en vue de l'autosuffisance en riz du District.

b) Les troisièmes et quatrièmes phases d'intervention (1992-1995) :

Il basait sa stratégie sur la mise en application des méthodes d'approche visant à apporter une plus grande intégration des groupes cibles aux divers étapes du processus de développement et assurer ainsi une autopromotion durable du District. Par ailleurs, il a utilisée ses capacités techniques et financières pour contribuer à l'amélioration des revenus de la population, tout en donnant de l'importance à la recherche d'un système et d'un moyen pour une utilisation soutenue des ressources naturelles dans le District. Ces appuis du projet sont orientés vers la population rurale à travers les organisations paysannes

¹ COOPERATION GERMANO-MALAGASY (1998)- plan d'opération (Juillet 1998-Juin 2001). Projet de promotion de l'entraide dans le domaine de développement rural intégré (ODAI) à Port-Bergé, 25 juin 1998

c) Cinquième et dernières phases (1998-2001) :

C'est la veille de manda du projet. Afin que tous ces efforts ne demeurent vains, le projet a souhaité voir une structure qui puisse prendre la relève, afin d'assurer la pérennisation des actions. L'objectif est que les actions entreprises jusque là vont continuer et seront même développer par la dite structure.

d) Avant la fin de ce projet :

Avant la fin de ce projet, un atelier de travail était organisé à Port-Bergé avec LA FONDATION FRIEDRICH EBERT, les élus régionaux et communaux, responsables des structures de l'Etat et les représentants de la communauté civile. L'objectif de cet Atelier était d'étudier la pérennisation des activités du projet ODAI. Durant cet Atelier, tous les participants étaient décidés de créer une structure de concentration et d'actions communes pour la coordination et l'appuie au développement. L'association TAMBABE-Port-Bergé a été créée après cet atelier. Ainsi, cette association est une structure appelée à prendre la relève du Projet ODAI.

CHAPITRE III : EXPÉRIENCE EN COURS

La politique de l'État malgache ne cesse de mettre en place divers programmes ou des projets sur le territoire national pour rehausser le niveau de vie des malgaches, en particulier dans les milieux ruraux. La commune rurale de Port-Bergé n'a pas échappé à ces politiques.

SECTION I : AKAM (Agence Aga Khan pour la Micro finance)

Face à la faiblesse du niveau des revenus des ruraux, il est indispensable de mettre en place des financements comme AKAM pour les sous-projets productifs. Elle a été créée en Novembre 2006 dans la région SOFIA, c'est une société anonyme.

§ .1. LES PARTENAIRES FINANCIERS :

L'AKAM a plusieurs partenaires experts techniques et d'appui qui sont :

AFD : Agence Financière de Développement

BILL AND MELINDA GATES FOUNDATION

BLUE ORCHARD Micro finance Fund

ACDI : Agence Canadienne de Développement International

DEUTSHE BANK

EBRD: The European Bank for Reconstruction

FMO: Financiering-Maatshappij voor Ontwikkelingslanden N.V.

KFW/DEG: Kreditanstalt Für Wiederaufbau.

MICROFINANZA RATING

MISFA: The Microfinance Investment Support Facility for Afghanistan

PLANET FINANCE

TRIPLE JUMP

USAID: The United States Agency for International Development

USDA: The United States Department of Agriculture

SEEP: The Small Enterprise Education and Promotion Net.

Mais la question est de savoir : « Qu'est ce que nos partenaires attendent de nous ? »

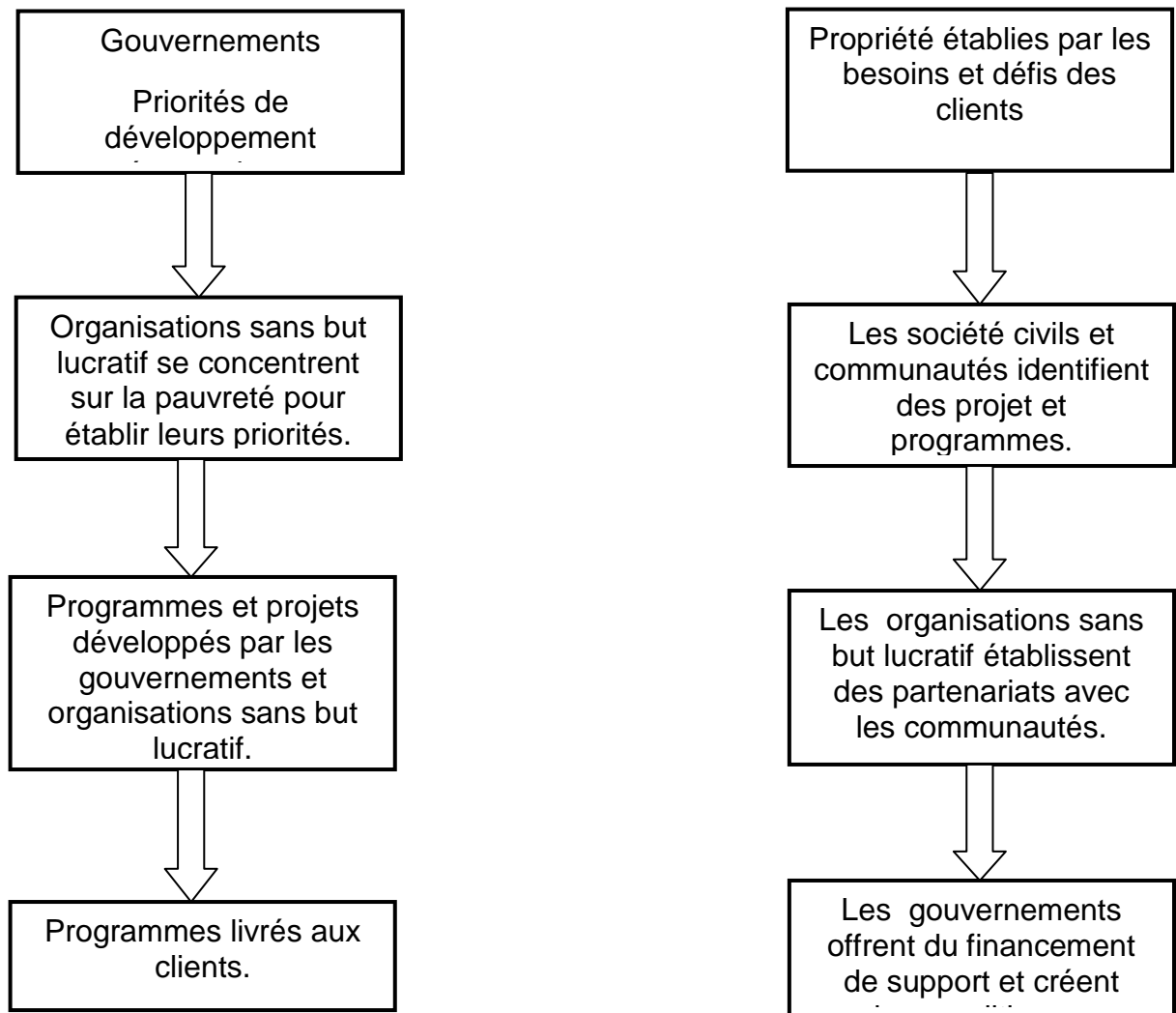
§.2. LES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT :

La société AKAM a trois buts principaux :

- Atténuation de la pauvreté et développement économique par la fourniture de services financiers durables pour les pauvres et moins bien servis,
- Large couverture géographique et offre de service, focus tant sur les secteurs ruraux et urbains ayant un impact maximal sur la clientèle cible, et viabilité à long terme,
- Couverture des couts par les revenus et génération d'un surplus modeste pour financer notre expansion.

Le mode de fonctionnement

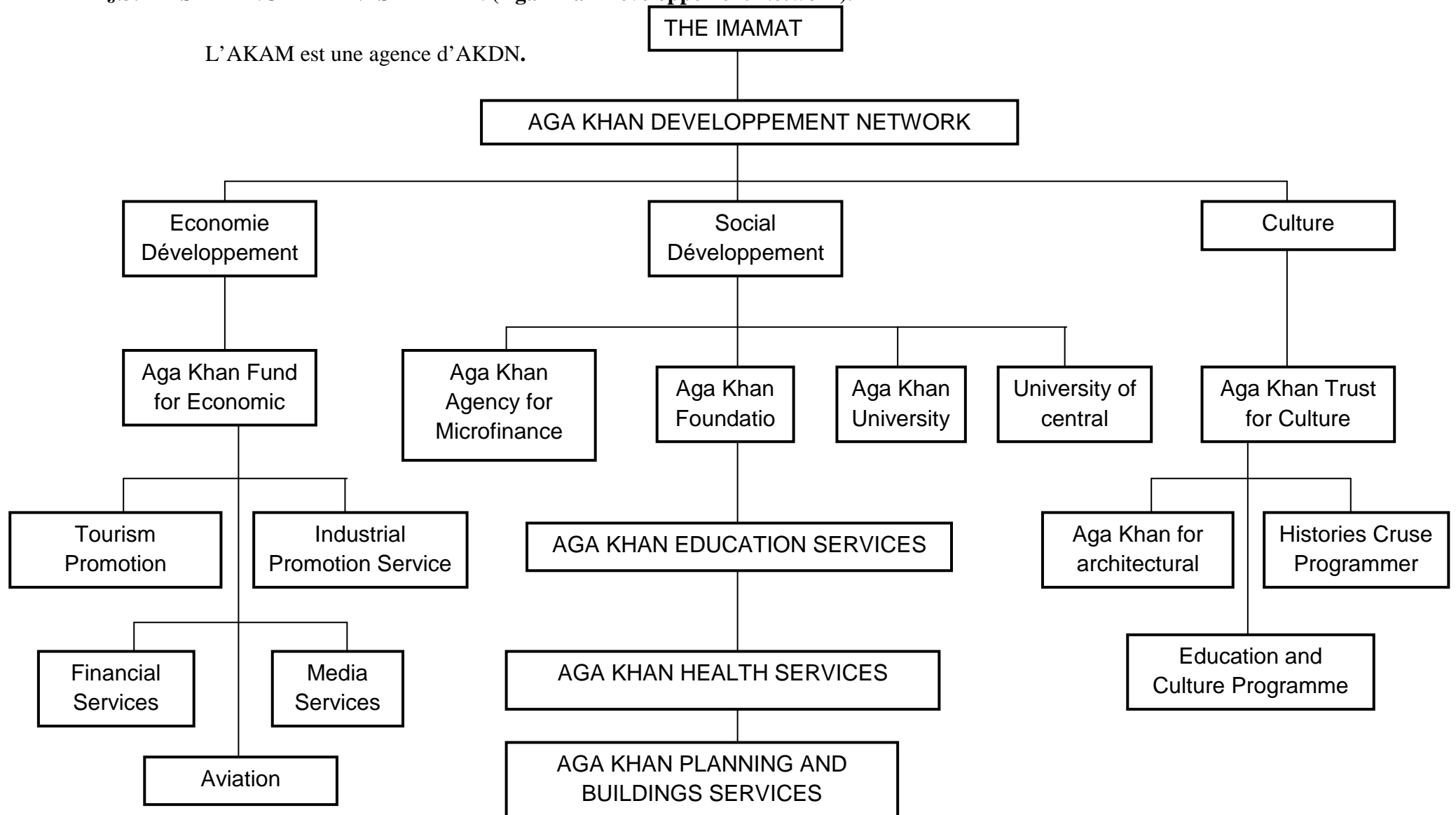
Le développement peut fonctionner de deux façons : approche descendante ou montante



Source : Agence Aga Khan pour la micro-finance en 2008

§.3. LES BRANCHEMENTS D'AKDN (Aga Khan Développement Network).

L'AKAM est une agence d'AKDN.



L'AKDN a plus de 70 ans d'expérience en micro-finance et se voue à améliorer les conditions de vie des pauvres et de leur créer des opportunités pour réduire la pauvreté, sans tenir compte de leur foi, origine ou sexe. Le réseau est un des plus grands réseaux de développement au monde et prônent les valeurs de compassion pour ceux qui sont dans le besoin, de la volonté de s'en sortir par soi-même et l'usage de l'intelligence et sagesse pour résoudre ses problèmes.

SECTION II : CECAM (Caisse d'Epargne et de Crédit d'Agricole Mutuel)

§.1. HISTORIQUE :

Le réseau CECAM, première institution financière Mutualiste à Madagascar fonde sa démarche sur trois spécificités majeures :

- Une conception mutualiste fondée sur l'épargne mais sur le capital et la caution ; le capital social qui constitue 15% des ressources du réseau lui confère une sorte de solidarité financière ;
- Cinq principaux types de crédits répondent parfaitement aux besoins des paysans et ont été élaborés en concertation avec eux : crédit à la production, crédit pour l'achat de matériel (location vente mutualiste), crédit stockage (grenier commun villageois), crédit dépannage, crédit pour la commercialisation des produits ;
- Une structuration ascendante :

Les URCECAM sont les institutions financières régionales mutualistes dotées de la personnalité juridique, chaque caisse locale ne constituant qu'un guichet.

UNICECAM c'est l'organe politique qui définit les orientations stratégiques du réseau.

INTERCECAM constitue la banque centrale du réseau, il fournit des services techniques et financiers à chacune des structures, elle est constituée en société anonyme et Agréée en tant que banque territoriale depuis 2005.

Chronologiquement, l'histoire du CECAM se présente comme suit :

- 1986 : Des agriculteurs et des éleveurs malgaches appuyés par l'AVEAMM et soutenus par les agriculteurs français de FERT lancent une expérience pilote de crédit rural.
- 1989 : Création de l'association professionnelle agricole FIFATA, avec pour mission l'approvisionnement en intrants, la collecte des produits agricoles et le crédit rural, gène dans des caissiers villageois (Vakinankaratra et Amoron'i Mania).
- 1993 : Les caisses villageoises deviennent les CECAM (avec l'appui du BIT et le Ministère de l'Agriculture). Elles s'étendent au Bongolava avec l'appui du projet Maïs du Moyen Ouest (PMMO).
- 1994 : Le Ministère des Finances et la Commission Européenne soutiennent. Les CECAM leur en rétrocèdent un prêt spécial FED.
- 1995 : Des CECAM sont ouvertes dans l'Itasy, l'Ivon'Imerine et la Sofia.
- 1996 : Les deux premières unions régionales (URCECAM) deviennent Institution Financières Mutualistes.
- 1997 : Le groupe crédit agricole mutuel au travers de la caisse régionale de crédit agricole du Monel Est (Reime) s'associe avec FERT pour renforcer la formation et l'assistance technique, des CECAM sont ouvertes dans le Menabe.
- 1998 : Les CECAM réunies créent le réseau CECAM et fonds interrégionale de garantie. Les comptes sont consolidés et certifiés.
- 2000 : Constitution URCECAM, union interrégional des CECAM, Agrément par la CSBI, Accord de financement Etat, Union Européenne et AFD, Mandat de gestion confiée à l'opération ICAR (Association de 1901 créée entre FERT et Crédit agricole du Monel Est).
- 2001 : Mise en œuvre de plan stratégique de développement du réseau CECAM sur 4ans (2001-2004) et de son institutionnalisation.
- 2002 : Création prévue de deux nouvelles URCECAM (Menabe et Analamanga).
- 2003 : Création de l'établissement financier central (Inter URCECAM).

§.2. STRUCTURE DE L'ENTRPRISE CECAM :

La CECAM est une institution financière mutualiste qui finance les agriculteurs, paysans et en particulier le stockage de la récolte pour continuer à réaliser et régulariser le marché.

§.3. OBJECTIF :

Le programme d'appui au réseau CECAM porte aujourd'hui essentiellement sur l'assistance technique et l'expertise régulière pour la promotion et l'animation de réseau, la formation des administrateurs et des techniciens, le suivi et l'évaluation des mécanismes de financement rural.

La CECAM a pour but essentiellement d'améliorer et d'accroître la qualité et le niveau de vie des paysans (sociétaires) aux régions existantes.

§.4. DEPOT :

- Sécuriser une somme d'argent et leur situation de trésorerie.
- Pour préparer son projet.
- Pour aider les paysans sur la gestion de son revenu.

Ainsi, son objectif est d'aider les paysans dans leurs situations de trésorerie et la gestion de leurs revenus.

§.5. CREDIT :

- Pour permettre au bénéficiaire de répondre à un besoin de trésorerie imprévu et parfois non productif,
- Afin de permettre le développement de leurs sources de revenu,
- Pour financer les activités à caractère commercial qui permettent de développer le monde rural et le niveau de vie des sociétés.

- Aider le cultivateur sociétaire à maîtriser le prix de leurs produits, depuis la récolte jusqu'à la commercialisation,
- Faciliter l'acquisition de matériel de production,
- Aider à la mise en valeur des terrains (achat, aménagement, extension, d'aire de culture),
- Pour financer une constitution, aménagement

§.6. PARTENAIRE :

La coordination de la politique générale du gouvernement malgache en matière de Micro Finance est dévolue au Ministère des Finances, de l'économie et du budget, engagé dans une réflexion sur l'appui à la professionnalisation des IMF_s, la régulation de leur développement sur tout le territoire, la définition d'un cadre sécurisant et favorisant l'accès au refinancement.

Depuis 1991, le réseau a bénéficié du soutien de nombreux partenaires financiers : FERT, le BIT (Bureau International du travail), le BEI (Banque Européenne d'Investissement), l'Union Européenne (fonds FED), le GTZ (Coopération allemande), la coopération française, la FAO, le PNUD, l'IDA (International Développement Association), le FENU (Fonds des Nations Unies), Rabobank, la BTM/BOA (Banque malgache).

L'association ICAR (Internationale de Crédit Agricole et Rural) constituée par FERT et trois caisses régionales du CREDIT AGRICOLE (Nord-est, la Réunion, Centre-Loire), rejointes récemment par les CRCA de Bretagne à travers la Fédération régionale, a pris depuis 1999 le relais de FERT dans l'accompagnement du réseau vers l'autonomie, au-delà de son institutionnalisation en 2005.

§.7. RESULTATS :

Au 31 Décembre 2005, les caractéristiques du réseau étaient les suivants :

- 9 URCECAM dans la région Vakinankaratra, Itasy, Bongolava, Amoron'i Mania, Ivon'Imerina, Analamanga, Sofia, Menabe, Alaotra.
- 179 CECAM.
- 83 000 sociétaires.
- 14, 75 milliards d'Ariary d'encours moyens de crédit.
- Un taux moyen de remboursement à 90 jours sur 12 mois de 96, 3%.

§.8. LES EQUIPES :

A- LES EQUIPES TECHNIQUES (E.T):

Les E.T sont réparties en deux grandes équipes :

a) Equipe de l'Organe Central :

- Directeur Central
- Directeur Général.

b) Equipe Régional :

- Directeur Régional Adjoint.
- Autres Responsables Régionaux.
 - Responsable Administratif financier.
 - Responsable de crédit, agent, base de données.
 - Responsable de zone.
- Technicien de base.
- Conseillers CECAM.
- Caissier(e).

B- LES EQUIPES ELUS (E.E) :

Les E.E se divisent en trois (3) parties :

a) Organisation Centrale UNICECAM :

- Les élus :
 - Les comités de section (CS)
 - Conseil d'Administration (CA)

Politique générale de réseau CECAM

b) Equipes régionales :

- Conseil d'Administration (CA)
- Les comités de contrôles (CC)

Politique d'organisation suivant le statut légal

c) Les élus de base :

- Comité de gestion (KMP)
- Comité de surveillance (KMM).

D'après toutes les informations mentionnées auparavant, la commune rurale de Port-Bergé II est une zone à vocation agricole grâce à sa richesse et aux conditions naturelles très favorables à l'agriculture.

Depuis la période coloniale, les activités de développement entreprises dans cette zone avaient toujours pour objectif de développer le secteur agricole. Malheureusement, ces activités ont toujours échoué à cause de l'insuffisance de crédit alloué et au facteur temps consacré à l'accomplissement des travaux.

Ainsi, pour les activités de développement qui sont en cours d'expansion, nous espérons qu'elles réussissent et que leur intervention continue jusqu'à ce que la masse paysanne de la commune en question saisisse leur importance pour le développement de cette commune et également de Madagascar.

PARTIE II :
LES ATOUTS ET QUELQUES MESURES DE
DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE RURALE DE PORT-
BERGE II

La commune rurale de Port-Bergé II possède des atouts agricoles qui pourront assurer le développement de ce secteur. Ces atouts ne se limitent pas seulement à l'abondance des terres et au bénéfice des conditions climatiques favorables, mais à l'abondance des forces productrices constituées par la population active.

Cependant, elle présente aussi un certain nombre de problèmes qui constituent un frein au développement agricole de cette commune. Mais ces problèmes ne sont nullement pas insurmontables parce qu'ils sont souvent liés aux techniques de productions et aux structures de vie de la masse paysanne; nous distinguons en cela les difficultés liés aux caprices de la nature.

CHAPITRE I : OPPORTUNITE ECONOMIQUE ET CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II

Dans le présent chapitre, nous allons voir successivement les opportunités et les problèmes à surmonter, afin de tirer le maximum de bénéfices des avantages présents.

SECTION I : L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

§.1. LA RIZICULTURE :

L'agriculture prend la première place dans les activités paysannes de la commune rurale de Port-Bergé II. En tant qu'aliment de base, la riziculture se pratique dans tous les fokontany de la commune suivant les techniques traditionnelles. Devant les autres cultures vivrières comme le maïs, le manioc, la patate douce,..., elle reste irremplaçable. Mais ces dernières sont relativement importantes, surtout pendant la période de soudure et lors de l'insuffisance de la production rizicole.

§.2. LA CULTURE INDUSTRIELLE :

En dehors des cultures vivrières, la commune rurale de Port-Bergé II est une commune riche en culture industrielle, comme le cotonnier, le tabac.

Les cultures industrielles constituent une source de revenus pour les paysans, mais à cause de la fermeture de la société HASIMA, la production de coton a diminué, voire même en état de disparition.

Quant au tabac, à partir de l'année 2007, avec le nouveau Directeur Général (DG) et à la nouvelle technique de payement que la Société OFMATA pratique, la production s'améliore de plus en plus. Nous avons remarqué que, seule la fluctuation des prix à la production a un impact direct sur le comportement des paysans. C'est-à-dire, quand le prix du tabac s'améliore, l'année suivante, les paysans s'orientent plutôt vers les cultures industrielles. Dans le cas contraire, ils s'occupent en grande partie de la culture vivrière. Mais nous avons signalé que, quand le prix du tabac augmente et que les producteurs

produisent beaucoup, cela entraîne l'augmentation du revenu de la masse paysanne productrice.

A cause de la faiblesse de leur niveau intellectuel; ils ne savent pas comment gérer leur revenu qui a augmenté,

Quelques comportements assez inattendus apparaissent, tels que :

- Achat de biens de luxe, en matière de consommation ou en matière d'habillement, ce que Duesenberry appelle « effet de démonstration »¹,
- Le pire est ce qu'on appelle « Mamody bara », c'est à dire que, les paysans patrons réquisitionnent un bar durant toute la journée ou la nuit pour boire et s'amuser avec leurs amis ; personne d'autre que ces amis n'a le droit d'entrer dans le bar pour démontrer qu'il est vraiment riche et le plus fort dans le village.
- Et enfin, la pratique de la « polygamie »²

Les cultivateurs n'utilisent pas leur revenu à une fin économique, mais à des consommations ostensives, affectant la propension à épargner et à investir.

§.3. L'ELEVAGE :

L'élevage est une branche non négligeable dans tous les fokontany de la commune de Port-Bergé II. Le plus important c'est l'élevage de bovin. Il revêt un caractère social, comme le prestige, la puissance symbolique. Mais quant à l'aspect économique, le troupeau est une épargne qui peut dépanner en cas de besoin pressant. Enfin, dans l'agriculture, c'est la force de travail animale la plus dominante.

Ensuite, l'élevage bovin est suivi de plus en plus près par l'élevage caprin. Il constitue une source de revenu monétaire d'appoint non négligeable dans l'économie familiale.

¹ : Selon J.Duesenberry, qui l'a mis en évidence, c'est un effet de contagion, de contact ou de relations sociales. Dans ce sens, c'est un aspect de l'interdépendance des préférences des individus ou effet externe.

² : C'est la pratique ou la possession simultanément plusieurs conjoints.

Enfin, l'élevage des volailles permet de satisfaire certains besoins monétaires immédiats des ménages et d'améliorer le menu les jours des fêtes.

Même si les activités agropastorales jouent un rôle important dans la commune de Port-Bergé II, elles sont encore pratiquées d'une manière traditionnelle.

SECTION II : INCOMPATIBILITE ENTRE POTENTIALITES ET DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTRICES

§.1. LES POTENTIALITES ECONOMIQUES :

La commune rurale de Port-Bergé II est une zone à vocation agropastorale, tant la potentialité dans ce domaine est immense, mais celle-ci reste inexploitée. Cela est expliqué par la subsistance alimentaire. Néanmoins, les terres fertiles sont immenses, mais elles restent sous exploitées voire même inexploitées.

La plupart des paysans de la commune vivent dans l'agriculture de subsistance malgré l'existence de grandes surfaces cultivables.

Bien que la population de la commune soit très jeune avec un âge moyen de 37ans, et une population active à un taux 45, 17%, leur niveau d'instruction est insuffisant.

L'application de nouveaux techniques accompagnants la tradition agropastorale des paysans améliore la production qui constitue un atout pour valoriser ce potentiel.

§.2. LES CONTRAINTES ECONOMIQUES ET SOCIALES :

Il ya plusieurs facteurs qui sont à la source de la faiblesse de la production des agriculteurs de la commune rurale de Port-Bergé II.

- L'utilisation de matériels traditionnels comme la bêche, les couteaux,..., qui entraînent la limitation des surfaces cultivables ;
- Les paysans sont facilement satisfaits de leurs productions, car ils n'envisagent pas de dégager de surplus, mais pensent juste à l'autosubsistance,

- La pratique des « Andro fady ¹ » qui réduisent les jours de travail,
- La réduction de terres fertiles causées par les actions incontrôlées des hommes,
- Le problème foncier naît à partir de « Rasa lôva ² », car les terrains de culture sont morcelés et se divisés sans cesse en lopins de plus en plus restreints, et même quelques fois il y a des poursuites judiciaires causées par des conflits fonciers difficiles à résoudre ;
- Enfin, puisque les paysans vivent dans l'autosubsistance, ils n'ont pas les moyens de s'investir, ni d'épargner; dans ce cas, il y a problèmes de financement, tels que l'incapacité d'acheter les semences améliorées, les engrais et les outils pour accroître la surface travaillée.

§.3. LES INFRASTRUCTURES ROUTIERES :

Depuis toujours, les infrastructures routières sont insuffisantes dans l'ensemble de la commune rurale de Port-Bergé II, à l'intérieur et même à l'extérieur. La plupart des fokontany et villages restent enclavés. Pendant la saison sèche, il y a quand même de petites pistes et même des routes secondaires, mais elles sont en mauvais états et complètement impraticables pendant la saison des pluies. A cause de cela, la production reste bloquée.

Alors pour évacuer les produits, les villageois utilisent plusieurs moyens de transports rudimentaires tels, le dos d'homme, la bicyclette et plus fréquemment la charrette tirée par les zébus.

Mais nous savons bien tous que ces moyens sont lents, alors quelques fois les produits pourrissent.

A l'extérieur, la fameuse route nationale n°6 (RN6) ou la route de propagande comme disent les gens du village qui relie MAMPIKONY et PORT-BERGE est difficilement praticable pendant la sécheresse, et impraticable pendant la saison de pluie, alors on utilise des pirogues pour faire le transbordement. Cette situation se passe entre la fin du mois de Décembre et le début du mois de Mars.

¹ C'est une journée que les paysans ne peuvent pas travailler, c'est le tabou.

² C'est un système des partages familiaux très complexe du terrain.

§.4. L'INCONTOURNABLE ACCUMULATION DES FACTEURS DE PAUVRETE :

« La pauvreté est l'insuffisance de ressources matérielles, comme la nourriture, l'accès à l'eau potable, les vêtements, le logement, et des conditions de vie en général, mais également des ressources intangibles comme l'accès à l'éducation, à la santé, l'exercice d'une activité »¹.

Le commun des mortels pensent que être pauvre c'est ne pas posséder de capital ni de l'argent.

Ce qui signifie que toute personne qui peut accumuler du capital sort de la pauvreté. Le développement économique dépend du processus de capitalisation.

En ce qui concerne le cas de Madagascar, la pauvreté rurale persiste car les paysans rencontrent de plus en plus de problème pour accumuler du capital. Quand on parle de capital, il ne s'agit pas seulement de capital financier, mais de toute sorte de capital dont son utilisation peut participer à l'amélioration de la condition de vie des paysans ruraux malgache tels que : la santé, l'éducation, la terre,... Par exemple, si l'Etat effectue des investissements ruraux en finançant des infrastructures ou en offrant des crédits, ce sont ceux qui sont bien éduqués et qui possèdent le plus de terres qui en bénéficient le plus.

Enfin, il ne faut pas oublier que la pauvreté dans les pays en développement s'explique par l'intensification des secteurs informels et la prolifération de la corruption.

§.5. LES AUTRES FORCES DU DEVELOPPEMENT :

A- LA SANTE :

Grâce à l'effort fait par l'Etat, le secteur sanitaire a connu des améliorations et des extensions. Cet effort est perceptible à travers la construction d'infrastructures hospitalières : CSB I ou CSB II (Centre de Santé de Base niveau I ou niveau II) presque dans toute l'île.

Cependant, seul le Fokontany d'Anahidrano a bénéficié de ces améliorations et de ces extensions dans les douze (12) Fokontany de la commune rurale de Port-Bergé II. C'est pour cela que, les soins traditionnels règnent encore dans la plupart des fokontany. En plus, la

¹ Site Web : «www.wikipedia.org/Wiki/pauvreté»

majorité de la masse paysanne ne s'intéresse pas aux services sanitaires à cause de la cherté des soins d'une part et, d'autre part, quand un membre de la famille est malade, ils pensent que celui-ci a été ensorcelé, « nahazo mosavy tamin'olo », c'est-à-dire empoisonné; alors ils préfèrent recourir à la pharmacopée locale à base de feuilles pour préparer des tisanes servant d'antidote qu'on appelle « Fanafana ».

B- L'EDUCATION :

L'Etat malgache a aussi fait des efforts du côté des infrastructures scolaires pour réaliser la politique nationale de l'éducation pour tous. Mais nous constatons l'importance de l'analphabétisme, surtout dans les milieux ruraux enclavés, parce que les parents analphabètes n'encouragent pas leurs enfants à aller à l'école, ils préfèrent qu'ils travaillent au champ. Ils pensent qu'aller à l'école c'est une perte de temps. Les malfaiteurs profitent de cette situation pour tromper les paysans. Prenons par exemple, le cout de la balance. Pendant la période de collecte, la majorité des paysans producteurs sont incapables de surveiller la déviation de l'aiguille de la balance ou de sa falsification.

C- LE CREDIT RURAL :

Auparavant, l'Etat malgache avait créé la Banque BTM (Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra) à Port-Bergé dans le but de financer et d'investir dans le monde rural dans le secteur agricole. Mais en 1994-1995, la BTM a été fermée car beaucoup de créanciers n'ont pas honoré leurs créances. La BTM a été transférée à ANTISOHIHY qui est un chef lieu de la Région SOFIA.

Actuellement, seules l'AGAKHAN micro-finance ou AKAM (Aga Khan Agence pour la micro-finance) et la CECAM (Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel) s'occupent du financement du monde rural de la commune. Mais le problème est que le taux d'emprunt est très élevé, avec un mode « dégressif ».

A cause de cela, très peu de petits cultivateurs peuvent y accéder.

CHAPITRE II : ESSAI DE SYNTHÈSE ET QUELQUES PROPOSITIONS DE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR LA COMMUNE

Nous avons cité les potentialités et les contraintes économiques auxquelles la commune doit faire face, en passant par les secteurs clés qui peuvent aider les paysans à sortir de la pauvreté qu'ils subissent.

A partir des informations susmentionnées, nous pouvons dégager une synthèse mettant en relief les causes du sous-développement de la commune rurale de Port-Bergé II, pour que nous puissions proposer une stratégie de développement rural pour la commune.

SECTION I : CAUSES DU SOUS-DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGÉ II

La commune rurale de Port-Bergé II rencontre un grand nombre de difficultés comme dans toutes les communes rurales de Madagascar. Ces difficultés ne dépendent pas uniquement des problèmes internes de la commune, mais il y a aussi une part de responsabilité de l'Etat.

§.1. CAUSES INTERNES :

A- L'IMPOSSIBILITÉ D'ÉPARGNE :

En analysant la situation de la commune rurale de Port-Bergé II, le changement dans la structure des groupes d'âge, c'est-à-dire l'accroissement du nombre des enfants à des impacts considérables sur la croissance économique. Quand la population active doit entretenir de nombreuses personnes à charge (enfants et personnes âgées), le taux d'épargne et de croissance économique souffrent. Ce qui aura pour effet de ralentir la croissance, puisque les travailleurs ont plus de personnes à charge à entretenir. Cela favorise la pauvreté, car l'épargne n'existe même plus, et il n'y a aucun stimulant pour la croissance économique. Tout cela contribue sensiblement à l'appauvrissement de la commune.

B- LE MANQUE DE RESSOURCES PRODUCTIVES :

Dans la commune rurale de Port-Bergé II, il existe très peu de moyen pour investir afin d'apporter d'éventuelles améliorations. La population connaît actuellement une croissance démographique qui dépasse de loin la croissance économique, alors que la production agricole diminue. Cette situation de la production devient préoccupante, si l'on considère qu'une partie de la population ne dispose pas assez de terres agricoles pour arriver à son autosuffisance alimentaire.

C'est pourquoi, à moins que l'effort dans la productivité ne soit entamé sans tarder pour augmenter la production agricole, le modèle néo-malthusien pur et dur risque d'être considéré comme la principale explication de la relation entre la population et son environnement. Le paradigme dominant en matière de population, à savoir la version malthusienne, semblerait ainsi se justifier d'avantage.

Le problème fondamental relatif à la croissance démographique rapide peut être défini comme une étroite interaction entre la pauvreté grandissante et les niveaux de la productivité dérisoire, suite aux insuffisances relatives des infrastructures économiques et sociales, notamment les équipements.

C- L'INSECURITE :

Si la commune peut se réjouir de ne pas vivre les conflits intérieurs ou les guerres civiles entre ses populations, il est par contre bombardé par l'insécurité des personnes et des biens qui servit à la campagne. Cette insécurité est la conséquence de la recrudescence des actes de banditisme, des feux de brousse, des vols et autres délits de tous genres, perpétrés généralement par des bandes de malfaiteurs disposant d'armes dangereuses.

Cette recrudescence a commencé dans la commune rurale de Port-Bergé II, vers 1990, où les « TSENANOMBY » de Mandritsara et celle de Mampikony a commencé à être connus dans la région SOFIA, et l'appât des gros bénéfices poussaient les plus pauvres et certaines personnes influentes à commettre et à commanditer des vols. Ainsi, il y a les vols de récoltes, et même des récoltes sur pied.

Les problèmes de sécurités peuvent être liés à la discrimination sociale due au favoritisme, ou à la corruption, par abus de pouvoir des gendarmes.

En effet, les paysans sont découragés et incertains en ce qui concerne l'avenir de leurs besoins et même de leur propre personne et de leur famille car ils n'arrivent plus à produire, même pour leur survie. Alors, la pauvreté augmente.

Ensuite, on assiste à une dégradation de la société, à l'augmentation des actes de barbaries et surtout au mépris de la population de la part des bandits.

En bref, cette insécurité constitue une des causes du sous développement humain dans la commune rurale de Port-Bergé II.

D- LE DUALISME ECONOMIQUE :

La notion du dualisme économique devrait être intégrée dans l'analyse des modèles de croissance économique. En fait, la croissance économique est focalisée sur l'étude de la combinaison capital-main d'œuvre-progrès technique. Dans un contexte d'une économie sous développée, l'étude de cette combinaison pose toujours des problèmes car l'assemblage de ces trois facteurs est difficilement trouvé. C'est dans ce sens que Boeke désigne le dualisme économique comme étant une économie à deux systèmes juxtaposés et caractérisant les pays sous développés.

Reprenant en fait la théorie de Robert Tomas Malthus qui distinguait le secteur agricole du secteur industriel, Boeke expose une théorie qui explique les blocages du développement des jeunes nations.

La juxtaposition d'un secteur traditionnel rural et un secteur moderne ou évolué peut en effet provoquer le surgissement des inégalités sociales précaires, s'il n'y a pas des mesures d'accompagnement pour l'intégration du secteur moderne.

Par exemple, l'ouverture d'une mutuelle d'épargne et de crédit dans une région rurale où les paysans visés sont en majorité analphabètes. Cette mutuelle est un secteur évolué ; un paysan qui contracte un emprunt devrait donc être normalement assisté dans son investissement, afin qu'il puisse parvenir à ses objectifs. Or, dans la majorité de cas, ces institutions financières ne se soucient que des intérêts et agios qu'ils peuvent obtenir de l'emprunt financier octroyé au paysan. C'est dans ce sens que les microcrédits suscitent de longs débats au niveau des économistes. Ils se demandent généralement si les microcrédits

sont le levier permettant au plus démunis de sortir de la pauvreté ou un filet financier de sécurité.

§.2. CAUSES EXTERNES :

A- OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE :

Quand on parle des causes externes, premièrement il ne faut pas oublier les phénomènes naturels. Selon, Marc PENOUIL, il existe trois groupes d'obstacles qui freinent le développement agricole :

- d'abord, les obstacles naturels qui sont indépendant des agriculteurs ; le climat tient une place importante dans la détermination du rythme de travail et de l'endurance des travailleurs. La pluie est souvent mal répartie et la température élevée. Cette température favorise par contre la prolifération des insectes nuisibles à l'agriculture,

- Ensuite, les obstacles sociaux: le régime de la propriété foncière ne favorise guère l'exploitation rationnelle de la terre, les croyances anciennes qui impliquent le respect des interdits ralentissent la mise en culture de terres fertiles. Il en est ainsi du respect des « Andro fady ». De plus, la pratique des techniques culturelles ancestrales et l'utilisation des matériels archaïques et peu performants sont encore généralisées.

- Enfin, les obstacles économiques: en période de soudure, les petits paysans s'endettent auprès des usuriers et hypothèquent leurs rizières. Ainsi, les petits paysans manquent souvent de capital, c'est un facteur de freinage au processus d'accumulation. La faible productivité et le régime de prix relatifs détériorent le terme de l'échange ville- campagne et affaiblissent le pouvoir d'achat qui influe directement sur le comportement des paysans.

B- LE MANQUE DE DEBOUCHES POUR LES PRODUITS LOCAUX :

Dans la commune rurale de Port-Bergé II, la commercialisation des produits souffre d'un certain nombre de contraintes :

- Qualité des produits non compétitives : les paysans ne se soucient pas des qualités des produits qu'ils vont mettre sur le marché,

- Forte instabilité des prix et conditions rigoureuses imposées par les acheteurs: les acheteurs, en particulier ceux venant des grandes villes profitent de la vulnérabilité des

paysans. La plupart du temps, ce sont eux qui imposent les prix auxquels ils vont acheter les produits agricoles.

- Etroitesse du marché: le jour du marché officiel, ce sont les grands stands des grands commerçants venant des villes qui occupent le marché, et les paysans n'ont qu'une part très minime sur les marchés.

- Marché imparfait et monopolisé: les commerçants étrangers et certains nationaux aisés dominent le marché ; ils manient les prix au marché selon leur gré et suivant leurs avantages.

L'inefficacité de la commercialisation représente un obstacle au développement des paysans. Non seulement cela les empêche à accroître leurs revenus grâce au profit tiré des ventes, mais cela empêche aussi le développement de leurs activités.

C- LE MANQUE DE MOYEN DE TRANSPORT :

Les réseaux routiers jouent un rôle primordial dans la vie socio-économique d'une région, parce qu'ils facilitent l'évacuation des produits et les échanges commerciaux. Dans la commune, les moyes de transports qui existent actuellement pour l'évacuation des produits sont :

- Le portage à pied, sur la tête, à la main, la bicyclette;
- La charrette pour le transport sur un trajet de 7 à 20km reliant le village au centre urbain.

L'évolution des moyens de transports devrait tenir compte de l'évolution des besoins de déplacement, et celle des flux d'échange. L'enclavement constitue inévitablement des freins au bon déroulement de l'administration du territoire.

Photo 2: La charrette, pour le transport agricole



Source : Auteur, Septembre 2009

C- LA MAUVAISE GOUVERNANCE :

Quel que soit l'effort des paysans, sans l'intervention de l'Etat, il n'y a pas de développement économique d'après les interventionnistes. La mauvaise gouvernance est un facteur de blocage pour le développement de la commune rurale de Port-Bergé II. La corruption, le manque de transparence, la décentralisation mal conçue, la quantité insuffisante de services et l'exclusion sociale, sont autant de facteurs qui deviennent le cours des ressources destinées aux pauvres, aux nécessiteux et aux faibles pour s'orienter vers les riches, les rassasiés et les puissants.

En fin, l'instabilité politique est un grand problème qui favorise le sous-développement à Madagascar, tant en ville, qu'en milieu rural.

SECTION II : LES STRATEGIES ENVISAGEES POUR FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II

§.1. MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT :

La mise en place des infrastructures rurales est très importante dans la lutte contre la pauvreté et concourt au développement économique dans le contexte global. A partir de l'année 2000, l'Etat a choisi les infrastructures routières, car l'absence de ces infrastructures engendre des risques pour les producteurs, les investisseurs, les institutions financières, et pour les autres agents ou acteurs de développement.

La mise en valeur des réseaux routiers, que ce soit la construction ou l'entretien, et l'amélioration des moyens de transport est un élément décisif dans le processus de développement :

- Elle améliore les conditions de vie des ruraux en facilitant l'accès de la communauté pauvre, pour la plupart, aux services sociaux comme les centres de santé, les services publics, les écoles ;
- Elle réduit le dysfonctionnement du marché, en permettant à la population rurale de prendre part aux chaînes d'approvisionnement modernes, d'obtenir des intrants, d'assurer l'évacuation des produits et d'améliorer leurs ventes ;
- Elle encourage les acteurs de développement, les institutions financières, les agents de vulgarisation et de formation, en particulier les fonctionnaires : instituteurs, infirmiers, médecins à s'installer dans ces régions.

En effet, cette mise en place prévoit :

- Un accroissement substantiel des flux des biens et services provenant de l'augmentation des volumes des marchandises transportées,
- Une diversification des produits et une augmentation de la production provenant de l'amélioration des techniques agricoles et des connaissances transmises par les vulgarisateurs et formateurs,
- Une amélioration des conditions de vie des ruraux, l'augmentation des activités génératrices de revenus, appuyées par les institutions financières et les autres institutions,
- Le bien-être de la population, la satisfaction des besoins et des services essentiels : santé et éducation.

§.2. CONTRIBUER A LA SANTE HUMAINE ET A L'EDUCATION :

Les éléments fondamentaux préalables au développement durable sont la bonne santé et la bonne éducation ; c'est ce qu'on voit dans les pays développés. Investir en capital humain est un des moyens parmi les plus efficaces pour réduire la pauvreté et favoriser le développement.

A- LA SANTE :

Si on a une bonne santé, cela signifie qu'on a le privilège d'augmenter ou d'accroître la productivité, car on a la force d'accomplir différentes activités tant bien physique, qu'intellectuel qui pourrait procurer davantage de revenus. De plus, on n'a pas d'énormes dépenses médicales.

L'amélioration de l'état de santé en mangeant des aliments propres et sains et aussi en consultant des médecins dès qu'il y a un moindre symptôme, contribue à l'amélioration des revenus et fait accroître la productivité. Mais le problème c'est que les ruraux n'aiment pas consulter les médecins pour les raisons suivantes:

- La grande distance entre les fokontany et le CSB I de la ville de Port-Bergé,
- La cherté des médicaments,
- La grande influence des traitements traditionnels.

La solution c'est que :

- ❖ Il faut multiplier les CSB dans la zone éloignée du fokontany d'Anahidrano et de la ville de Port-Bergé;
- ❖ Prendre en charge quelques traitements de maladies dangereuses comme la lèpre, la tuberculose, etc....
- ❖ Sensibiliser les gens pour qu'ils aient confiance au médecin.

B- EDUCATION :

L'éducation est le seul moyen pour sensibiliser et former les paysans à mettre en application les nouvelles techniques agricoles.

Il faut, donc que la population rurale sache qu'en apprenant, elle aurait les qualifications essentielles et fonctionnelles leur permettant de gagner dignement leur vie et de s'adonner à une activité productive. De cette façon, la lutte contre l'analphabétisme contribue à la lutte contre la pauvreté et la marginalisation.

§.3. AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE :

Dans le Fokontany d'Ampobitika, il y a encore un barrage hydro-agricole qui a été construit par l'ODAI, mais le problème c'est qu'il n'y a pas d'aménagement, ni d'amélioration. La non maîtrise de l'eau constitue donc un gros problème qui gêne la productivité dans le milieu rural.

La plupart des gens n'ont pas les techniques efficaces et nécessaires pour bien aménager leurs terres. Face à l'insécurité foncière et l'inaccessibilité aux terres cultivables, il est indispensable d'investir dans l'aménagement hydro-agricole, Parce que la réalisation des canaux d'irrigations ou des micro-périmètres irrigués permet :

- D'augmenter la chance d'accès à la terre cultivable, car il y a des terres qui pourraient être cultivées si elles ont accès à l'eau,
- De réduire l'insécurité alimentaire, avec une augmentation de la surface à cultiver, on peut avoir une production additionnelle.

§.4. LA VULGARISATION AGRICOLE :

La base de l'économie de la commune rurale de Port-Bergé II est l'agriculture, il est évident qu'on devrait mettre l'accent sur le développement agricole pour parvenir au développement économique durable de la zone.

Les agriculteurs de la commune pratiquent, dans l'ensemble, des techniques culturales traditionnelles basées essentiellement sur l'habitude. Le développement du secteur

agricole permettra à la commune rurale de Port-Bergé II d'assurer sa sécurité alimentaire et de ravitailler principalement la commune urbaine de Port-Bergé.

Mais le problème c'est que la sécurité alimentaire serait difficilement atteinte, sans l'introduction et l'utilisation de technique culturale plus rentables. On ne peut se passer de la vulgarisation agricole pour parvenir à cette fin.

La réussite de la vulgarisation agricole dépend d'abord du nombre de vulgarisateurs et leur motivation, ensuite, de l'efficacité de leur méthode de travail au niveau des paysans ; la régularité des séances de formation à l'intention des paysans est un point important, parce que l'absence des vulgarisateurs démotive les paysans à accepter leur éducation. Enfin, il convient d'adapter les techniques enseignées aux caractéristiques des sols et aux conditions climatiques.

Par ailleurs, la vulgarisation agricole devrait porter sur des thèmes qui sont familiers aux paysans ; l'introduction de techniques peu connues, quant à elle, devrait se faire progressivement.

Pour rentabiliser l'agriculture, il faudrait choisir d'abord les variétés de semences adaptées aux caractéristiques des sols et aux conditions climatiques de chaque zone. Les agriculteurs devraient à leur tour respecter le calendrier agricole ou la période culturale.

Actuellement, face à la perturbation climatique, au mauvais état des infrastructures hydro-agricoles comme les barrages et les canaux d'irrigation ou de drainage, plusieurs rizières souffrent d'une maîtrise insuffisante de l'eau, aussi elles sont pratiquement inexploitable.

L'entretien et le nettoyage des barrages et des canaux d'irrigation devraient normalement être placés sous la responsabilité des usagers pour que les paysans aient un sentiment d'appartenance et n'attende plus les autorités pour entretenir leur bien collectif.

Les paysans qui utilisent ces infrastructures devraient se regrouper dans une association des usagers pour faciliter le travail d'entretien.

La vulgarisation de l'utilisation de l'engrais et le traitement phytosanitaire permettraient d'améliorer le rendement (production à l'hectare). Pour inciter les paysans à utiliser les engrais et les produits phytosanitaires, il faut établir des points de vente de ces

produits dans chaque village comme le FO.FI.FA (Foiben'ny Fikarakarana Fambolena), afin d'éviter le déplacement inutile des paysans.

La vulgarisation agricole devrait initier aussi à des techniques de stockage qui pourraient aider les paysans à conserver leurs produits plus longtemps sans se dégrader. La commune rurale de Port-Bergé II, renferme encore plusieurs plaines, fertiles comme la plaine d'Ampobitika, d'Antanankova et de Besatramirina, qui sont non aménagées. L'Etat, par l'intermédiaire des collectivités territoriales, devrait apporter une aide à la population pour la conquête de ces plaines afin qu'on les exploite rationnellement. L'exploitation optimale de ces plaines permettra à la commune rurale de Port-Bergé II d'atteindre la sécurité alimentaire. Elle pourrait même ravitailler d'autres zones qui ne disposent pas d'un potentiel suffisant pour pouvoir à leur sécurité alimentaire.

§.5. LA CREATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES :

L'objectif des organisations paysannes est alors de promouvoir l'agriculture durable et la sécurité alimentaire. Cela vise à réorienter les politiques agricoles et commerciales et aussi à renforcer les associations paysannes déjà existantes à établir des solidarités entre elles et entre les secteurs composant la société, passant par la connaissance de la diversité des situations et la compréhension des enjeux communs.

Dans la commune rurale de Port-Bergé II, comme dans beaucoup d'autres communes rurales d'ailleurs, les producteurs sont vulnérables, et les collecteurs de leur côté profitent de la situation en leur imposant des prix largement inférieurs pour gagner des marges abusives. Si dans cette commune les producteurs se sont organisés, la situation ne serait pas pareille, disons un peu tolérable. Quand il y a une organisation paysanne, celle-ci prendrait progressivement une part prépondérante dans la collecte des produits, avec une obligation de livraison et de vente aux réseaux de distribution comme dans l'approvisionnement en intrants. Elle devrait en même temps développer les infrastructures de stockage indispensables à la stabilité des prix, permettant aussi la conservation des intrants. Elle achèterait les produits de ses membres aux prix officiels, et bien entendu, cette organisation peut étendre ensuite ses activités dans d'autres secteurs, comme l'élevage par exemple.

Vue sous cet angle, l'organisation paysanne contribue à la construction d'un environnement socio-économique de la population agricole qui soit sécuriser et incitatif pour les exploitations familiales, tout en tenant compte des intérêts socioprofessionnels des producteurs. Pour qu'une organisation paysanne puisse négocier avec les commerçants et les industriels dans toutes les filières, il faut qu'elle suive des formations spécialisées en gestion et marché, sur un système de contact approprié avec les transporteurs, les points de ventes en milieu urbain, les systèmes de marketing des produits paysans, une certaine discipline collective de production.

CHAPITRE III : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

L'agriculture peut grandement contribuer à l'atteinte du développement durable comme l'Etat l'exige. C'est avec elle que les pays en développement qui vivent en région rurale tirent en majorité leurs revenus, et c'est elle aussi qui procure aux populations rurales et urbaines la plus grande partie de leur nourriture. Dans le cadre de cet énoncé de politique, le terme « agriculture » désigne l'ensemble du système qui relie les producteurs aux consommateurs de produits agricoles alimentaires et non alimentaires. Ce système comprend différents éléments tels que, la production, le commerce et l'utilisation de ces produits, la base des ressources naturelles, de même que les politiques et règlements sur lesquels s'appuie le système.

L'objectif de ce présent chapitre est de proposer ou bien de recommander des mesures pour qu'il y ait développement rural durable qui améliorera les conditions de vie des pauvres ruraux, tout en facilitant leur accès au différents services socio-économiques de base.

SECTION I : MESURES SOCIALES ET CULTURELLES

Dans la commune rurale de Port-Bergé II, de nombreuses familles sont confrontées à la situation dramatique de la sous-alimentation qui se traduit par l'insuffisance de la ration calorique et de la malnutrition. Ces carences ont des répercussions sur l'allègement de l'évolution démographique, la présence d'une bonne santé des élèves et par conséquent, sur leur faculté à apprendre.

§.1. ALLEGEMENT DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE :

Le développement durable de l'agriculture pourrait contribuer de façon considérable à la diminution de l'évolution démographique. La différence entre le taux de croissance économique et démographique favorise l'insécurité alimentaire, puisque « la productivité de la population augmente de façon arithmétique, tandis que le nombre des bouches à nourrir de façon géométrique »¹. Pour cela, il faut que les ruraux réfléchissent bien sur la taille de leur ménage vis-à-vis de leur productivité. Il importe que le taux de la production agricole soit en

¹ ROLLAND MODONGY : Economie de développement, en 3^e année économie.

harmonie avec celui de la population, afin qu'il se crée dans leur liaison un processus cohérent de développement.

Afin de soutenir le rythme de croissance de la population, il faut que la population rurale accepte les campagnes de planning familial, c'est-à-dire qu'elle soit raisonnable. Il ne faut plus penser avoir beaucoup d'enfants, tant que Dieu nous donne, mais il faut se référer à l'économie pour choisir le nombre d'enfant à naître.

§.2. LA SANTE :

La santé est un facteur déterminant de la productivité de la zone rurale. La bonne santé de la population favorise l'augmentation de leur productivité, elle réduit l'absentéisme par la morbidité (maladie).

Il est donc logique de prendre les mesures suivantes :

- La vaccination : c'est un moyen de prévention contre les épidémies et les maladies contagieuses. L'augmentation du taux de vaccination est un facteur important pour l'amélioration de la santé de la population.
- Le planning familial : il faut que chaque femme soit consciente du danger qu'elle court en donnant beaucoup de naissance. Nous devons comprendre que le planning familial n'est plus posé aujourd'hui comme une alternative, mais comme un complément au développement, s'insérant dans le cadre de la politique sociale d'un Etat.
- Le PHAGECOM : Les autorités compétentes devraient assurer la disponibilité des médicaments pour faciliter les soins de la population et lui donner la motivation de fréquenter les hôpitaux à chaque fois qu'ils en ont besoin.

§.3. L'EDUCATION :

L'éducation est une variable clé pour classer chaque nation : un taux d'analphabétisme élevé et un taux de scolarisation réduit sont des caractéristiques du sous-développement ; cette situation conduit à la non-qualification de la main d'œuvre. Mais le problème c'est que les parents ruraux ne sont pas convaincus pour scolariser leurs enfants.

On doit donc prendre quelques mesures comme :

- La mobilisation totale de tous les acteurs économiques et sociaux, les responsables du secteur public, les représentants des collectivités locales, les secteurs productifs et la société civile pour la réhabilitation des établissements scolaires, pour la sensibilisation des instituteurs et enseignants, pour qu'ils soient conscients de leur responsabilité dans leur travail. Le but c'est la redynamisation de la vie scolaire.
- La mobilisation de la population à travers leur sensibilisation sur l'importance de la responsabilisation dans la réussite de leur intégration et leur prise de conscience quant à la nécessité de rompre l'isolement dont elle souffre à cause de l'analphabétisme et de l'ignorance, parce que les connaissances acquises à l'école faciliteraient la compréhension des méthodes et techniques agricoles que les vulgarisateurs proposent, et les aideraient à améliorer leur productivité.

SECTION II : INTERVENTION DES ORGANISMES PRIVES

Elles sont le plus beau fleuron de coopération pour basculer d'une manière générale un pays pauvre vers le chemin du développement. Leurs interventions facilitent néanmoins la désarticulation des phénomènes socio-culturels qui résidaient depuis toujours, comme un obstacle à la prospérité d'une Nation.

§.1. ONG Làlana :

L'ONG Làlana est une organisation Non Gouvernementale financée par FER (Fond d'Entretien Routiers). Son but est d'aider le gouvernement en matière de protection et de surveillance de la route. La route Nationale n°6 (RN6) passe dans les Fokontany

d'Andrimbavontsona, d'Ambovomamy, c'est pour cela que la commune rurale de Port-Bergé II bénéficie de cette organisation.

§.2. LE FOND D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT (FID) :

Le FID aide beaucoup le gouvernement malgache en matière de construction d'hôpital et d'école par l'intermédiaire de ses entreprises présélectionnées et avec la participation active des bénéficiaires. La plupart des EPP (Ecole Primaire Publique) dans la commune rurale de Port-Bergé II ont été construites par FID il en de même du CSB II d'Anahidrano.

§.3. LA COOPERATIVE :

Une coopérative est une association de personne disposant le plus souvent de moyens limités qui acceptent de mettre en commun des ressources, en vue d'une exploitation commune, et conviennent de repartir les résultats en fonction de la participation de chaque membre à l'activité de l'entreprise.

Le regroupement des paysans dans une association facilitera le travail des vulgarisateurs ; c'est-à-dire que la coopérative facilite les interventions de l'Etat au bénéfice des agriculteurs pour les subventions ou les autres formes d'aides.

§.4. L'ADDUCTION D'EAU POTABLE :

L'adduction d'eau potable est encore inexistante dans la commune rurale de Port-Bergé II. Si l'Etat n'a pas encore le moyen de procéder à l'installation des accessoires pour l'eau potable, il faut qu'il encourage et aide la population à utiliser les puits pour que la population toute entière de la commune ne s'approvisionne plus en eau de rivière, car celle-ci est facilement contaminée et, en cas d'épidémie, elle présente un grand danger pour la santé des habitants ruraux.

§.5. L'ELECTRIFICATION RURALE :

L'électrification de la commune rurale de Port-Bergé II serait un atout pour la commune, parce qu'elle peut être une source de déclenchement de l'essor économique. Mais le problème c'est que, jusqu'à maintenant, la commune ne bénéficie pas de l'électricité, pourtant la commune rurale de Port-Bergé II possède une grande rivière Bemarivo qui pourrait permettre de couvrir toute la commune rurale et la ville de Port-Bergé.

Nous savons bien que l'éclairage des villages fait diminuer l'insécurité rurale. De plus, il permettrait aux ruraux d'être au courant de toutes les informations qui se passent dans la nation à travers la télévision par exemple.

§.6. LA SEECALINE :

Jusqu'à maintenant, la commune rurale de Port-Bergé II n'a pas bénéficiée de cet organisme. Or, la SEECALINE a pour mission l'éducation nutritionnelle de la population. Pour lutter contre la malnutrition infantile et maternelle, elle organise des séances de formation des femmes aux techniques culinaires, recourant aux produits locaux pour avoir des résultats satisfaisants.

L'Etat doit donc intervenir pour l'extension de l'activité de SEECALINE dans chaque zone non bénéficiaire, pour contribuer à l'amélioration de la nutrition de la population dans la commune rurale, car la malnutrition est la cause primordiale de la morbidité, qui entraîne le manque de concentration au travail et de l'absentéisme répété au champ.

A la fin de cette étude et de ces commentaires, nous avons constaté que la commune rurale de port-Bergé II est une commune à vocation agro-pastorale, c'est-à-dire les activités sociales, culturelles et économiques sont essentiellement constitués par l'agriculture et l'élevage. Ce sont des activités économiques très prometteuses pour le développement communautaire.

Mais tant que le jour « fady » (tabou ou interdis) existe, il est vraiment difficile de sortir la commune de la pauvreté, car le jour « fady » raccourcit la durée hebdomadaire du travail agricole, auquel il faut aussi ajouter le repos du dimanche, respecté par la grande majorité des agriculteurs, même pour les non chrétiens.

Tout cela nous montre que le temps de travail des paysans ruraux ne suit pas les normes en termes de productivité. Or, nous savons bien que pour avoir plus de productivité, il faut être rationnel vis-à-vis du temps de travail.

CONCLUSION

Arrivant au terme de notre étude, on en déduit que les caractéristiques socio-économiques de Port-Bergé II, nous permet d'évoquer une énorme potentialité économique. L'importance du secteur agricole dans l'économie de la commune rurale est prépondérante en raison des bonnes conditions climatiques et de l'existence de vastes plaines non exploitées.

En plus, ce secteur est appuyé par l'élevage et la pêche en eau douce.

Par contre, la commune rurale de Port-Bergé II souffre de son enclavement interne et externe qui freine le transport des marchandises entre la ville et les campagnes, entre Port-Bergé II et les autres villages de la commune, et même la région. Ensuite, la majorité de la population de la commune en question vit dans la pauvreté.

Les problèmes sont d'ordre technique et naturel :

- Insuffisances des infrastructures hydro-agricoles,
- Généralisation des méthodes de culture traditionnelle.

Ensuite, il y aussi le problème de mentalité qui dicte le comportement des paysans, c'est l'existence des jours « fady », c'est-à-dire des jours où les agriculteurs ne vont pas aux champs, à cause des interdits des ancêtres et même de la terre d'après leur croyance. Cela entraîne la diminution de la production.

Et, il ne faut oublier que l'évolution démographique rapide aggrave aussi ce problème, car elle entraîne la disproportionnalité entre les produits et le nombre de bouche à nourrir. Il faut donc que l'Etat prévoit cette augmentation, soit en pratiquant une politique très fiable pour la limitation des naissances, soit en développant l'agriculture pour accroître le rendement, pour qu'il soit proportionnel et même pour que la quantité produite soit largement supérieure au nombre des bouche à nourrir.

L'agriculture dans la commune rurale de Port-Bergé II nécessite une politique répondant à des objectifs plus spécifiques :

- Premièrement, c'est l'amélioration de la santé publique,
- Ensuite, la création des conditions préalables permettant une modernisation du secteur agricole en préservant l'environnement naturel.

- Enfin, l'augmentation du revenu des agriculteurs.

Mais beaucoup de villageois doutent de l'efficacité des innovations dans l'agriculture, face à la vivacité de la culture traditionnelle. Pour que les paysans s'orientent vers la modernisation de l'agriculture, il faut d'abord les éduquer pour augmenter leur niveau d'instruction et mettre en place la proposition des méthodes bien étudiées pour les inciter à améliorer leurs pratiques culturelles.

Il faut donc dynamiser le système éducatif, puisque face à la fluctuation des prix des produits agricoles, les paysans commencent à délaisser la scolarisation de leurs enfants. Face à l'intensité des abandons scolaires et le retard de l'âge d'entrée à l'école, des interventions vigoureuses doivent être accèssur :

- L'intensification des actions de sensibilisation en faveur de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire,
- La fourniture d'un soutien pédagogiques aux enseignants et des matériels pédagogiques aux écoles.






Sur un autre plan, la promotion des agences des mutuels d'épargnes et de crédits est prioritaire pour éviter les dépenses inutiles auxquelles se livrent les ruraux, à chaque fois que la valeur des produits agricoles augmente leur revenu.

Comme Madagascar est un pays à vocation agro-pastorale, le développement rural constitue une base importante du développement économique du pays, compte tenu du fait que 80% de la population malgache vit en milieu rural. Ce secteur contribue fortement à la sécurisation alimentaire, à la production de la matière première et à l'exportation.








Quel que soit notre effort en matière d'agriculture, d'élevage, d'éducation et de santé, sans bon état des réseaux routiers, nous n'arriverons pas à atteindre nos objectifs, parce que le bon état du réseau routier permettra de sortir les paysans du village de leur isolement et de les insister à produire, non seulement pour la consommation interne mais aussi pour le marché, afin que leurs efforts soient mieux récompensés.







BIBLIOGRAPHIE

I – OUVRAGES GENERAUX :




-  FLOZAT Denise : Economie contemporaine : Croissance, crise et stratégies économiques Tome 3/Denise Flouzat...Paris éd.PUF, 1991.fig.880p ; 22cm.
-  GUILLAUMONT (Patrick) : Economie du développement dynamique interne du développement/P. Guillaumont Tome 2-Paris : éd PUF, 1985 605P. 22cm
-  HUGON (Philippe) : L'économie en Afrique/Ph.Hugon...Paris éd.La découverte, 1993 Tabl ; fig.123p, 18 cm
-  SAMUELSON (Paul) : L'économique ; introduction à l'analyse économique./SAMUELSON (Paul). Paris éd Armand Colin, 1972.657p ; couv.ill en coul ; Tabl ; 23cm
-  VERNIERES (Michel) : Economie des Tiers-Monde/Michel Vernières-Paris éd. Economica, 1991.Tab.186p ; 24cm

II – DOCUMENTS, PERIODES ET SUPPORTS PEDAGOGIQUES :

-  BANQUE MONDIALE, « Rapport sur le développement dans le monde 2003 : Développement durable dans un monde dynamique » 291p.
-  Cours croissance et fluctuation, 3^{ème} année économie à l'Université de Toamasina, par HORACE Gatien, 2006-2007.
-  Cours économie du développement, 3^{ème} année économie à l'Université de Toamasina, par MODONGY Roland, 2006-2007.
-  Cours Economie Rural, 3^{ème} année économie à l'Université de Toamasina, par RATOVOSON Seth, 2006-2007.
-  Encyclopédie encarta + dictionnaire, version 2007
-  Encyclopédie encarta, version 2003
-  FAO-UPDR (1988) : Les effets sociaux et économiques des projets de développement rural, Ministère de la Coopération, 205p

-  PATRICE Rabe, « L'emploi dans le milieu rural », Midi Madagascar, Antananarivo, 12Février 2005, Journal n°6544.
-  PCD de la commune rurale de Port-Bergé II, Etude technico-agriculture de la commune », SOFIA-agri, Antsohihy,
-  RATSIMBAZAFY Guy Florentin : Analyse de la Pauvreté à Madagascar Octobre 2006, 99p.
-  RAVAOARIMILA Dauphine, Essai d'Analyse des obstacles du développement rural (Cas de la commune rurale d'Amboanjo), 111p + annexes.
-  RAVOMANANA Barthelemy Fidèle : Financement et pérennisation des projets de développement rural (cas du projet de soutien de développement rural dans la sous-préfecture de Mananara-Nord).
-  REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, « Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) », mai 2008.

SITE WEB:

-  www.dictionnaire.babylon.com/cural-developpme
-  www.wikipedia.org/Wiki/Pauvreté.
-  file: //I:\Lever l'insécurité foncière, l'une des clefs du développement.html.

ANNEXES

ANNEXE I : Type des cérémonies dans la Commune Rurale de Port-Bergé II

TYPES DE CERMONIE	INVITES	APPORTS		OBSERVATIONS
		NATURE	PARTICIPATION	
Fampakaran-teny	Membre de la famille élargie et amis	Ravin-karena : somme d'argent qui signifie que le conjoint est prêt.	Conjoint	Le « Ravin-karena » est mis à la disposition des parents de conjointe quand-ils sont prêt ou acceptent.
		De l'alcool.	Conjoint	Par famille et amis présent.
Tsaboraha	Membres de la famille élargie et amis.	Un ou des zébus	Parent de conjoint ou le conjoint	Pour mettre en échange des enfants futures. Ce(s) zébu(s) est (sont) à la disposition des parents ou de frère de conjointe.
		Autres zébus	Parent de conjoint	Pour servir aux bouillons des invités.
		Du riz blanc	Membre de la famille.	Pour servir au repas des invités.
		De l'alcool	Membre de la famille.	Pour augmenter l'ambiance.
		Outils des cuisines et des quelques outils des chambres.	Parents de conjointe.	Pour s'installer à la maison de son conjoint et en cas de séparation ultérieur entre le couple, les outils reviendrons à la conjointe.
		Des habillements : « Fondoha, Lambahoany, Salovana »	Membre de la famille du conjoint.	Pour habiller particulièrement la nouvelle conjointe ou « Vady vao ».
Tsikafara	Membre de la famille élargie et amis	Un zébu ou de la poule ou de l'alcool	Ce qui donne la promesse	-Pour donner les invités - Ces apports dépendent de leur promesse.

		Du riz blanc	De la part de prometteurs ou de prometteuses	-Pour les râpas des invités
Fandevenana	Membre de la famille élargie et amis	Un ou des zébu(s)	Membre de la famille	-Le nombre de(s) zébu(s) dépend de la richesse de ce décès (la personne mort)
		Du riz blanc	Membre de la famille	-Pour les repas des assistants.
		De l'alcool, de café, de thé	Membre de la famille	-Pour le « Fiaretan-tory »
		De l'argent	Les amis	-Pour le « Famangiana » ou « Fiaraha-miory »
Rasa harena	Membre de la famille élargie et amis	Un ou des zébu(s)	Membre de la famille	-Offrande pour les ancêtres et de servir les assistants.
		Du riz blanc	Les assistants et membre de la famille.	Pour leur repas.
Famadihana	Membre de la famille élargie et amis.	Un ou des zébu(s) + riz blanc	Membre de la famille.	Bouillon des invités et les repas.
		Alcool	Membre de la famille.	Pour faire l'ambiance de cérémonie.

Source : Auteur en 2008

ANNEXE II : Axe stratégique n°1 : Promouvoir une croissance économique de la commune

Objectif	Objectif spécifique	Résultats attendus	Actions /Activités	Indicateurs
A-Désenclaver la commune	Développer le secteur transport	Commune désenclavée	-Réhabilitation de piste	-Nombre de km de route réhabilitée.
			-Mise en place de structure communale de gestion des routes et des pistes	-Existence de comité ou associations des usagers opérationnels
B- exploiter les potentialités de la commune	-Relancer les cultures industrielles (tabac et cotonnier)	Plantation du Tabac intensifiée qualité	Implantation et mode de paiement rapide pour les cultivateurs	-Existence des surfaces cultivées.
		Plantation du cotonnier intensifiée qualité	Implantation et mode de paiement rapide pour les producteurs	-Existence des surfaces cultivées -
		Avoir de produits de bonne qualité livrés à la société	Formation des agriculteurs sur les techniques culturales (semis, récolte)	Nombre des paysans formés et existence des formateurs.
			Motivation des agriculteurs qui ont une meilleure qualité	Existence des paysans pratiquants.
		L'accès des paysans aux matériels.	Introduction et vulgarisation des matériels améliorés	Performance de matériels et taux d'adoption.
	Optimiser l'utilisation des ressources naturelles.	Production riziculture développée	Aménagement des plaines.	Existence de plaines aménagées
			Sensibiliser les paysans en utilisant les techniques modernes.	Le bon rendement.

ANNEXE II (SUITE 1)

		Secteur pêche développé.	Exploitation rationnelle des ressources	Calendrier de pêche respecté.
			Normalisation et modernisation de pêche en eau douce.	Nombre de matériels pour les pêcheurs.
			Professionnalisation des pêches traditionnelles.	Nombre des séances de formation pour encadrement.
		Secteur élevage développé.	Installation des postes vétérinaires.	Poste installé.
			Amélioration des races locales.	Existence de race améliorée.
			Amélioration de l'alimentation animale.	Nombre de provenderie.
			Abandon de l'élevage traditionnel.	. Les animaux non dispersés et en sécurité
		Energie renouvelable développé.	Valorisation de l'énergie renouvelable (plaque solaire)	Nombre d'infrastructure de l'énergie

ANNEXE II (SUITE 2)

Renforcement de la conservation et de la restauration des ressources forestières.	Renforcer les structures de gestion des ressources naturelles de la commune.	La population est consciente de l'impotence de l'environnement.	Application du transfert de gestion (GELOSE).	La population stricte de leurs ressources.
			Application des lois sur la sécurisation forestières.	Nombre des surveillants forestiers fonctionnels.
			Création d'aire protégée volontaire	Aire protégée existé.
			Installation de pépinière de reboisement communal.	Nombre des pépinières cultivable.
			Programmations de reboisement communautaire.	Nombre de sensibilisations.
			Mise en place des mesures villageoise pour la protection de l'environnement (Dina).	Nombre de comité existant.
Favoriser le secteur privé de la commune	Accroître le taux d'investissement	Les moyens d'échange sont améliorés	Renforcement des institutions en micro-finance (mutuelle d'épargne)	L'existence des réseaux au niveau de la commune.
			Organisation de foire communale par an (Makalombo, Takom-bitsika).	La foire bien organisée.
		Les dispositifs d'encadrement et contrôle sont améliorés.	Redynamisation de TRANOBEN'NY TANTSAHA	Tranoben'ny tantsaha par commune.
			Formation et information des opérateurs économiques et des associations paysannes par la chambre de commerce.	Nombre des formés.
			Mise en place de services de normalisation et de qualité au niveau communal.	Existence de services.

Source : Auteur et P.C.D de la Commune Rurale de Port-Bergé II en 2008

ANNEXE III : Axe stratégique n°02 : Promouvoir une sécurisation humaine, matériel et de protection sociale de la commune

Objectif	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Association/activités	Indicateurs
A-Assurer l'éducation fondamentale des enfants de la commune	Augmenter le nombre des enfants scolarisés.	1-Les infrastructures scolaires des proximités sont mises en place.	Réhabilitation et construction (EPP)	Nombre EPP construits ou réhabilités.
		2-Résolution de problème d'hébergement, de ravitaillement et de santé pour les élèves venant de brousse.	Création d'infirmerie de l'école.	Existence d'internant.
B-Promouvoir la santé de la mère et de l'enfant.	Elargir la couverture vaccinale et de soins.	Les infrastructures sanitaires suivant la norme sont mises en place.	Construction CSB public	CSB construit
C-Intensifier la lutte contre la malnutrition.	Améliorer l'état nutritionnel de la communauté.	1-Changement de comportement nutritionnel de la communauté.	1.1-renforcement de système IEC nutrition communautaire.	Taux de couverture d'IEC par Fokontany.
			1.2.Education de la communauté en art culinaire	Taux d'adoption d'art culinaire.
		2-Lutte contre tous les détriments de la malnutrition.	1.1.réduire le taux de prévalence de malnutrition pour les enfants moins de 5ans	Taux de prévalence de malnutrition.
			1.2.Facilité l'accès aux intrants et matériels agricoles.	Nombre de ménage adoptant
			1.3.Promouvoir l'élevage à cycle court.	Nombre de pratiquant de diversification de culture.
D-Renforcer la lutte contre les maladies transmissibles.	Inciter la participation des communautés de base sur la prévention des IST/SIDA	La population du Fokontany s'engage dans la lutte contre les VIH/SIDA.	-Promotion des OCB pour la campagne de prévention des IST/SIDA.	Nombre des OCB opérationnel. Taux de prévalence. Nombre de dépistage.

Source : PCD de la commune et notre recherche en 2008

ANNEXE IV : La Politique Générale de l'Etat 2005

Axes stratégiques	OBJECTIFS
Orientations macroéconomiques	Croissance économique : > 7% Inflation : < 6% Déficit budgétaire : < 4, 5% du PIB Stabilité monétaire : Fluctuation mensuelle \pm 2, 5% Taux d'investissement privé : > 14% du PIB
Mise à jour du DSRP	1- Intégration de la vision : « Madagascar naturellement » (objectif à long terme ; meilleure organisation du monde rural, développement des agro-industries alimentaires et non alimentaires ; protection de l'environnement) 2- Programmes nationaux dans lesquels les interventions des bailleurs de fonds seront intégrées 3- Programme d'actions révisé et détaillé pour 2005 et 2006
Renforcement de l'efficacité du Gouvernement et des hauts responsables de l'administration	4- Amélioration de la communication interne (Intranet) et externe 5- Accords de performance
Décentralisation et Déconcentration	6- Bonne Gouvernance 7- Infrastructures (routes, télécommunication, énergie) 8- Education pour tous 9- Monde Rural et Environnement 10- Eau potable pour tous 11- Santé : Sida, Paludisme 12- Secteur Privé 13- Tourisme

Source : D.S.R.P en 2005

LISTE DES TABLEAUX, DES FIGURES ET DES PHOTOS

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU N° I: LISTE DES FOKONTANY ET NOMBRE DE LA POPULATION DE LA COMMUNE.	12
TABEAU N° II : PRECIPITATIONS INTERMITTENTES.....	13
TABEAU N° III: CATEGORISATION DES COURS D'EAU DE LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II	15
TABEAU N° IV : STRUCTURE DE LA POPULATION	15
TABEAU N° V : POURCENTAGE DE LA REPARTITION PAR SEXE PAR CATEGORIE D'AGE DE LA POPULATION.....	16
TABEAU N° VI : NIVEAU D'INSTRUCTION DE LA POPULATION DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II	17
TABEAU N° VII : TABLEAU SYNTHETIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II	18
TABEAU N° VIII : CAS DES PRINCIPALES MALADIES PATHOLOGIQUES EN 2008.....	19
TABEAU N° IX : LE RENDEMENT DE LA CULTURE DU TABAC DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II DE 2002 A 2008.	33

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE	11
FIGURE 2: L'EVOLUTION DU RENDEMENT DE LA CULTURE DU TABAC.....	34

LISTE DES PHOTOS

PHOTO 1 : LA MAIRIE DE LA COMMUNE DE PORT-BERGE II	10
PHOTO 2: LA CHARRETTE, POUR LE TRANSPORT AGRICOLE	60

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

INTRODUCTION 7

PREMIERE PARTIE: GENERALITES SUR LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II

CHAPITRE I : APPROCHE MONOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'ÉTUDE10

SECTION I : SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE..... 10

§.1. LA DÉLIMITATION GÉOGRAPHIQUE : 10

§-2. LE CLIMAT : 12

A- SAISON : 12

B- LA TEMPÉRATURE : 13

§.3. LA MORPHOLOGIE DU SOL : 14

§.4. HYDROGRAPHIE : 14

SECTION II : IDENTIFICATION DES RESSOURCES DE LA COMMUNE 15

§.1. LA POPULATION : 15

A- LA STRUCTURE DE LA POPULATION : 15

B- LA REPRESENTATION PAR SEXE DE LA POPULATION : 16

§.2. LES RESSOURCES SOCIALES ET CULTURELLES : 17

A- EDUCATION : 17

B- LA SANTE : 19

§.3. L'AGRICULTURE : 20

A- LES CULTURES VIVRIERES : 20

a) La riziculture : 20

a.1. Les méthodes culturales : 21

a.2. Les calendriers culturaux : 21

a.3. Les variétés de semences : 22

a.4. Le mode de faire-valoir : 22

b) La patate douce : 23

c) Le manioc : 23

B- LES CULTURES INDUSTRIELLES : 23

a) Tabac : 24

b) Cotonnier : 24

C- LES CULTURES FRUITIERES : 24

a) Le bananier : 24

b) L'oranger : 25

c) La canne à sucre : 25

§.4. LES AUTRES ACTIVITES : 25

A- L'ELEVAGE : 25

a) Le cheptel bovin : 25

b) Le caprin : 26

c) L'aviculture : poulets, canards, oies et canard de barbarie (dokitra) :.....	26
d) L'apiculture :	27
B- LA PECHE TRADITIONNELLE :	27
C- LOISIRS :	27
CHAPITRE II : HISTORIQUE ET PORTÉE DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA	
COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II	28
SECTION I : HISTORIQUE DU PEUPLEMENT DE PORT-BERGE II	28
SECTION II : ACTION DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LA ZONE DE PORT-	
BERGE II.....	29
§.1. L'EPOQUE COLONIALE :	30
§.2. APRES L'INDEPENDANCE :	30
A- L'OFFICE MALGACHE DU TABAC (OFMATA):	31
a) Son but :	31
b) Mode d'action :	31
c) L'organigramme et le rôle de quelques organes :	32
d) Résultat :	33
B- OPERATION DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE (ODAI) :	35
a) Ses deux premières phases d'intervention (1983-1985,1986-1992) :	35
b) Les troisièmes et quatrièmes phases d'intervention (1992-1995) :	35
c) Cinquième et dernières phases (1998-2001) :	36
d) Avant la fin de ce projet :	36
CHAPITRE III : EXPÉRIENCE EN COURS.....	37
SECTION I : AKAM (Agence Aga Khan pour la Micro finance).....	37
§ .1. LES PARTENAIRES FINANCIERS :	37
§.2. LES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT :	38
§.3. LES BRANCHEMENTS D'AKDN (Aga Khan Développement Network).....	39
SECTION II : CECAM (Caisse d'Epargne et de Crédit d'Agricole Mutuel)	40
§.1. HISTORIQUE :	40
§.2. STRUCTURE DE L'ENTRPRISE CECAM :	42
§.3. OBJECTIF :	42
§.4. DEPOT :	42
§.5. CREDIT :	42
§.6. PARTENAIRE :	43
§.7. RESULTATS :	44
§.8. LES EQUIPES :	44
A- LES EQUIPES TECHNIQUES (E.T):.....	44
a) Equipe de l'Organe Central :	44
b) Equipe Régional :	45
B- LES EQUIPES ELUS (E.E) :	45
a) Organisation Centrale UNICECAM :	45
b) Equipes régionales :	45
c) Les élus de base :	45

DEUXIEME PARTIE: LES ATOUTS ET QUELQUES MESURES DE DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II

CHAPITRE I : OPPORTUNITE ECONOMIQUE ET CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II	49
SECTION I : L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	49
§.1. LA RIZICULTURE :	49
§.2. LA CULTURE INDUSTRIELLE :	49
§.3. L'ELEVAGE :	50
SECTION II : INCOMPATIBILITE ENTRE POTENTIALITES ET DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTRICES	51
§.1. LES POTENTIALITES ECONOMIQUES :	51
§.2. LES CONTRAINTES ECONOMIQUES ET SOCIALES :	51
§.3. LES INFRASTRUCTURES ROUTIERES :	52
§.4. L'INCONTOURNABLE ACCUMULATION DES FACTEURS DE PAUVRETE :	53
§.5. LES AUTRES FORCES DU DEVELOPPEMENT :	53
A- LA SANTE :	53
B- L'EDUCATION :	54
C- LE CREDIT RURAL :	54
CHAPITRE II : ESSAI DE SYNTHESE ET QUELQUES PROPOSITIONS DE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT RURAL POUR LA COMMUNE.....	55
SECTION I : CAUSES DU SOUS-DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II.....	55
§.1. CAUSES INTERNES :	55
A- L'IMPOSSIBILITE D'EPARGNE :	55
B- LE MANQUE DE RESSOURCES PRODUCTIVES :	56
C- L'INSECURITE :	56
D- LE DUALISME ECONOMIQUE :	57
§.2. CAUSES EXTERNES :	58
A- OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE :	58
B- LE MANQUE DE DEBOUCHES POUR LES PRODUITS LOCAUX :	58
C- LE MANQUE DE MOYEN DE TRANSPORT :	59
C- LA MAUVAISE GOUVERNANCE :	60
SECTION II : LES STRATEGIES ENVISAGEES POUR FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE RURALE DE PORT-BERGE II	61
§.1. MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT :	61
§.2. CONTRIBUER A LA SANTE HUMAINE ET A L'EDUCATION :	62
A- LA SANTE :	62
B- EDUCATION :	63
§.3. AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE :	63
§.4. LA VULGARISATION AGRICOLE :	63
§.5. LA CREATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES :	65
CHAPITRE III : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	67
SECTION I : MESURES SOCIALES ET CULTURELLES	67
§.1. ALLEGEMENT DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE :	67

§.2. LA SANTE :	68
§.3. L'EDUCATION :	69
SECTION II : INTERVENTION DES ORGANISMES PRIVES.	69
§.1. ONG Làlana :	69
§.2. LE FOND D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT (FID) :	70
§.3. LA COOPERATIVE :	70
§.4. L'ADDUCTION D'EAU POTABLE :	70
§.5. L'ELECTRIFICATION RURALE :	71
§.6. LA SEECALINE :	71
CONCLUSION	73
BIBLIOGRAPHIE	75
ANNEXES	77
LISTE DES TABLEAUX, DES FIGURES ET DES PHOTOS	87